

Mali - Russie : Poutine réitère son soutien au peuple malien

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

MERCREDI 21 SEPTEMBRE 2022

1186

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



Point de presse du M5-RFP

L'ONU et la CEDEAO au pilori



Politique de logement social : Le FOHABA à la rescousse de l'État !



10ème édition du Jazzy Koum Ben Festival : Sous le signe de la paix et de la réconciliation !



COVID 19

CORONA VIRUS

PROTEGEONS NOUS ET PROTEGEONS LES AUTRES

Suivi des actions de prévention et de riposte au

20 sept.
2022

RESPECTONS LES MESURES BARRIÈRES



Porter le masque quand la distance de sécurité ne peut être respectée



Se laver les mains régulièrement



Tousser ou éternuer dans le coude



Respecter la distance de sécurité



Utiliser le gel hydro-alcoolique pour vous désinfecter les mains



Eviter de se serrer les mains



Eviter de se toucher le visage : la bouche, les yeux ou le nez

Echantillons testés

516

Nouveaux cas confirmés

16

Nouveaux guéris

69

Nouveaux décès

00

Au cours des dernières 24 H

VACCINATION

543 536 Vaccinations incomplètes

1 794 146 Vaccinations complètes

Bilan global de la situation du Covid 19

cas confirmés

32 548

Guéris

31 219

Décès

740

dont 403 font l'objet d'un suivi médical



MALIKILÉ

Sensibilisation

Ministère de la Santé et du Développement Social

P.14



P.18



P.25



/ Une /



Point de presse du M5-RFP : L'ONU et la CEDEAO au pilori⁵

P.5

/ Brèves /



L'Éthiopie : Le gouvernement rejette un rapport destiné au Conseil des droits de l'Homme de l'ONU¹³

P.13

Afrique du Sud : Les candidats obligés de déclarer les dons de campagne¹³

P.13

RDC : Le chef des opérations militaires contre les M23 arrêté (médias)¹⁴

P.14

Mission de l'ONU au Mali : Les opérations de reconnaissance des allemands suspendues¹⁴

P.14

3e édition des journées d'échanges justice et presse : Des journalistes édifés sur l'éthique et la déontologie du magistrat¹⁵

P.15

/ Actualité /



Politique de logement social : Le FOHABA à la rescousse de l'État¹⁷

P.17

Renforcement de capacité : Des opérateurs économiques en formation¹⁸

P.18

Au Mali : Les troupes allemandes ne veulent pas dépendre des russes¹⁹

P.19

CPI : Libération du chef de la police islamique de Tombouctou²⁰

P.20

Affaire des 49 militaires ivoiriens : Le revirement spectaculaire de Guterres²¹

P.21

/ Politique /



Mali - Russie : Poutine réitère son soutien au peuple malien²⁴

P.24

Situation socio-politique du Mali : Le silence assourdissant de la classe politique !²⁵

P.25

Refondation de l'état : Ce que le cadre stratégique envisage sur la prochaine décennie²⁶

P.26

/ Culture & société /



10ème édition du Jazzy Koum Ben Festival : Sous le signe de la paix et de la réconciliation¹²⁸

P.28

Minusma : L'Adjudant-chef de police Jeanne d'Arc KOHOU ou l'aiguille de la solidarité²⁸

P.29

/ International /



Ouganda : Le pays annonce un premier décès causé par Ébola depuis 2019³¹

P.31

Éteints par la faim : Les enfants somaliens n'ont plus la force de pleurer³²

P.32

/ Sport /



Neymar, Messi... Les 5 attaquants de légende qui disputeront probablement leur dernière coupe du monde de la FIFA³³

P.33

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**

Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)

Email : ampikile@gmail.com

Site Web : www.malikile.com

Contacts : +223 70 44 22 23

• **Gérant :** Moctar Sow

• **Redacteur en Chef :**

• **Rédaction Générale :** Moctar Sow, Karamako B. KEITA, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo, Malick wogo, Maffenin Diarra Samba Moussa LY journaliste correspondant à Dakar

• **Service Commercial :** Youssouf Diarra

• **Secrétariat :** Fatou SISSOKO



**Aidez-nous à lutter
contre le Terrorisme
Contactez le Centre
d'appel « DÈMÉSO »**



**80001120
80001122**



**+223 98-17-36-45
+223 98-17-36-75**



**HALTE AU
TERRORISME
AU MALI**



Point de presse du M5-RFP

L'ONU et la CEDEAO au pilori

Après une période d'hibernation, le Mouvement du 5 juin - Rassemblement des forces patriotiques (M5-RFP) signe son retour sur l'échiquier politique avec la même détermination. C'est ainsi que les responsables de la force du changement ont animé, le mardi 20 septembre 2022, un point de presse à la Maison de la Presse. Le plat de résistance de la rencontre était la saisine par le Mali de l'ONU d'une plainte contre France, du dossier des 49 mercenaires ivoiriens et la perspective de la tenue d'un sommet extraordinaire de la CEDEAO à New York.

Les couleurs de ce point de presse ont été données par le vice-président du comité stratégique du M5-RFP, Boubou K. Traoré. Il a saisi cette tribune pour annoncer que l'état de santé de Dr Choguel Kokalla Maiga, Premier ministre, s'améliore et que bientôt il signera son retour pour poursuivre l'immense chantier de

refondation en cours. Le vice-président du M5-RFP est revenu sur les circonstances qui ont poussé une écrasante majorité des maliens à demander le départ de l'ancien régime. Aujourd'hui, la refondation de l'Etat est en marche et la montée en puissance de nos forces de défense et de sécurité une réalité visible sur le terrain. Malgré le contexte national et international particulièrement difficile aucun pan de la vie nationale n'échappe aujourd'hui aux efforts du gouvernement sous l'autorité du Président de la Transition, le Colonel Assimi Goita. Ne pas reconnaître, voire saluer ces efforts sous des prétextes ou arguments fallacieux, Revanchards, relèverait d'une cécité politique. Il est revenu à Me Mountaga Tall le privilège de donner les positions du M5-RFP sur les thèmes de la rencontre. A l'entame de son intervention, il a fait savoir que les maliens, entre autres préoccupations majeures, s'in-

téressent très fortement à quelques sujets d'actualité parmi lesquels la saisine du Conseil de Sécurité de l'Organisation des Nations Unies (ONU) par le Mali d'une plainte contre la France, le dossier des mercenaires ivoiriens en détention ici au Mali et la perspective d'un sommet de la CEDEAO à New York, aux Etats Unis d'Amérique. « **Le Mali, en effet, a saisi depuis le 15 août dernier, le Conseil de Sécurité de l'Organisation des Nations Unies (ONU) d'une plainte contre la France portant sur "des actes graves qui sont de nature à porter atteinte à la paix et la sécurité internationales". Parmi ces actes "des violations répétitives et fréquentes de l'espace aérien par les forces françaises qui y font voler des drones, des hélicoptères militaires et des avions de chasse sans autorisation des autorités maliennes ... S'y ajoutent des cas de falsifications de documents de vol**



, des cas d'atterrissage d'hélicoptères dans des localités hors aérodrome, d'extinction de transpondeurs... Ces graves accusations ont toutes été documentées et un tableau listant les incidents aériens depuis l'annonce du retrait de Barkhane a été remis au Conseil de sécurité. Plus grave, le gouvernement du Mali dispose de plusieurs éléments de preuve que ces violations flagrantes de l'espace aérien malien ont servi à la France pour collecter des renseignements au profit des groupes terroristes opérant dans le Sahel et pour leur larguer des armes et des munitions », a-t-il martelé.

Me Tall et ses camarades politiques déplorent que depuis la saisine officielle du Conseil de sécurité, la plainte du Mali n'a connu aucune évolution significative. Face à de telles accusations qui constituent, au sens du Droit international, une agression contre le Mali, le Conseil de sécurité ne peut, ne doit accepter que des entraves soient posées à l'examen de faits aussi graves que circonstanciés. Il est important, que l'organe des Nations Unies en charge de la préservation de la paix connaisse des accusations formulées et ouvre un débat à leur sujet. « Par conséquent, le M5-RFP demande que la plainte du Mali contre la France soit inscrite, sans délai, à l'ordre du jour de la plus prochaine séance du Conseil de sécurité. Le traitement impar-

tial ou non de ce dossier engage la crédibilité de l'Organisation des Nations Unies qui ne doit pas faire de traitement différencié entre les grandes puissances et les autres Etats membres ou protéger un Etat agresseur, C'est aussi l'honneur aussi de la France que d'accepter un débat qui devrait l'amener, soit à se disculper, soit à demander pardon », a-t-il pilonné.

Des révélations fracassantes !

Le M5-RFP et le peuple malien ne demandent qu'une chose simple : la vérité, rien que la vérité mais toute la vérité ! « Cette Vérité qui aujourd'hui fait peur. N'est-il pas indicatif à cet égard, que l'interview accordée par le Secrétaire général des Nations Unies - Antonio Guterres lui-même à des médias publics français ait fait l'impasse sur cette saisine pourtant actuelle et importante. Mais qui pourrait bâillonner le Mali lors de sa prise de parole à l'Assemblée générale des Nations Unies qui s'ouvre aujourd'hui ? », s'interroge-t-il.

Dans la même lancée, il soutient que le Mali parlera, le Mali prouvera, le monde saura ! La CEDEAO, officiellement saisie par le Mali qui devrait porter et soutenir ce dossier observe malheureusement un silence assourdissant alors qu'à l'inverse elle envisage de tenir un

sommet à New - York sur le dossier des 46 mercenaires ivoiriens détenus au Mali . La perspective d'un tel sommet en dehors de la zone communautaire, sur une terre étrangère est à la fois injustifiable, incompréhensible et humiliant pour les peuples de la CEDEAO. Personne n'aurait rien à objecter à des consultations informelles ou formelles en marge de l'Assemblée générale de l'ONU à New - York . Mais y tenir un sommet des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la CEDEAO détruirait le reste d'estime que les peuples portent encore à notre organisation communautaire. Lucide, Me Mountaga Tall en véritable homme de droit souligne que pour le Mali cette affaire, désormais claire, repose sur 4 principaux points : « Les ivoiriens arrêtés au Mali en tenue militaire suivis par un avion rempli d'armes sont des mercenaires et en aucun cas des éléments de la Minusma qui d'ailleurs ne leur reconnaît pas cette qualité. Le dossier, par conséquent, et dans le respect des lois et règlements, des libertés et des droits de la défense a été transmis aux autorités judiciaires qui en connaissent depuis et qui ont décidé de libérer les trois femmes impliquées. La Côte d'Ivoire a déjà reconnu sa faute voire ses torts à Lomé en acceptant des manquements et des incompréhensions tout en s'engageant à respecter les procédures des Nations - Unies ainsi que les nouvelles et dispositions maliennes édictées relatives au déploiement des forces mi-

litaires au Mali ... Enfin, l'unique cadre de règlement politique du dossier reste la médiation de la République Togolaise acceptée aussi bien par le Mali que par la Côte d'Ivoire », a-t-il évoqué.

Me Mountaga Tall renchérit en affirmant que cette instrumentalisation de la CEDEAO autorise légitimement le Mali à n'être nullement

concerné par la procédure devant l'instance communautaire. « Le dossier des mercenaires ivoiriens arrêtés au Mali ne peut - être que bilatéral et la CEDEAO n'a rien à y voir ou à y faire.

A l'inverse, conclura-t-il, le temps est venu pour un règlement définitif de ce dossier dans l'intérêt de tous, de sortir des dénis, des ulti-

matums, des déclarations va - t'en guerre et des postures guerrières. Il ne reste plus aux autorités ivoiriennes qu'à faire amende honorable dans le cadre de la médiation Togolaise».

Ibrahim Sanogo



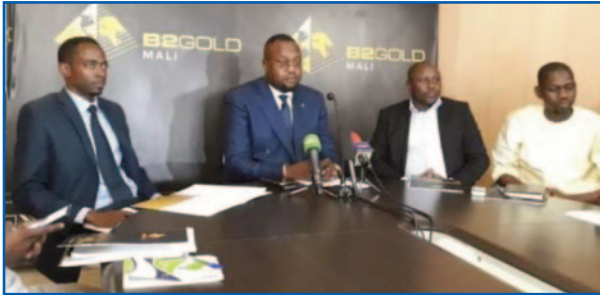
malikile.com
La première plateforme de distribution de communiqués et de relation médias et bien d'autres services ! *

74^{oct} **Malikilé**
MIGRATION IRREGULIERE : 48 MALIENS PERISSENT EN MER

■ Daouda Bakary Kone



(CROISSANCE AFRIQUE)- Au Mali, la compagnie canadienne B2Gold a annoncé le 15 Septembre dernier la publication des résultats positifs de forage d'exploration de la zone Anaconda, située à environ 25 kilomètres au nord de la mine Fekola, confirmant la continuité de la zone principale de Mamba, qui reste ouverte en profondeur.
#Mali #croissanceafrique #minedefekola



■ Moussa Mara Yelema



J'ai participé au tournoi final du championnat national de Taekwondo au Palais des Sports de Bamako.

Le taekwondo, très exigeant physiquement, est une discipline utile pour l'équilibre physique et mental des jeunes. Toutes les régions du pays ont participé au championnat national de cette discipline qui a permis à notre pays d'obtenir la médaille d'or lors de quelques championnats mondiaux passés.

#EnglishVersion

I took part to the final tournament of Taekwondo national championship at the Bamako sports palace.

Taekwondo, so physically demanding, is a useful discipline for youth physical and mental balance.

All of the regions attended to the national championship of this sport which has allowed our country to get the gold medal during some pasts world championships.



■ Mali Actu



Bruno Fernandes avoue qu'il se sent heureux et motivé à Manchester United. L'international portugais a accordé une longue interview au portail The Athletic ce mardi, et a évoqué le moment de son arrivée à Manchester United et l'importance d'Ole Gunnar Solskjaer dans ce même passage à Old Trafford. Entre temps, il a également laissé des louanges à Erik ten Hag, un entraîneur à qui il reconnaît une « exigence » qu'il apprécie



■ Daouda Bakary Kone



(CROISSANCE AFRIQUE)-Orange Côte d'Ivoire inaugure son Orange 5G Lab, dédié aux entreprises, aux start-ups et aux professionnels du numérique. Cette cérémonie s'est tenue ce mardi 20 septembre au Smart Store des Deux Plateaux (Cocody, Abidjan) en présence de Monsieur Amadou Coulibaly, Ministre de la Communication et de l'Economie numérique, Porte-parole du gouvernement, Madame Christel Heydemann, Directrice Générale du groupe Orange ; de Monsieur Alioune Ndiaye Président d'Orange Afrique et Moyen-orient ; de Monsieur Jérôme Hénique, Directeur Général d'Orange Afrique et Moyen-Orient, et de Monsieur Mamadou Bamba, Directeur Général d'Orange Côte d'Ivoire.

#croissanceafrique #alerte



[Huawei]-Lors du deuxième jour du HUAWEI CONNECT 2022 Bangkok, Huawei a lancé une gamme de solutions d'infrastructures innovantes pour stimuler la numérisation de l'industrie, en trouvant la bonne technologie pour le bon scénario. Les parties prenantes de l'industrie se sont réunies et ont échangé autour du thème suivant : « Infrastructure innovante pour libérer le potentiel du numérique », afin d'explorer les orientations futures et les opportunités de la numérisation de l'industrie. Ils se sont attachés à analyser les défis de différentes industries qui s'efforcent aujourd'hui de passer au numérique. Huawei a parallèlement présenté des solutions soutenues par ses atouts technologiques pour aider à relever ces défis.



FIGARO DU MALI



Au Mali en Conférence de presse, le M5 RFP évoque :

- 1- Que la plainte du Mali contre la France soit inscrite au conseil de sécurité de l'ONU sans délai.
- 2- L'état de santé du Dr Choguel Kokalla Maiga s'améliore et il reviendra bientôt.
- 3- Il appelle tous les maliens autour de la Transition.



www.camfoot.com



Murat Yakin, le sélectionneur suisse, a choisi 24 joueurs pour le dernier rassemblement avant la Coupe du monde. Pour le technicien, l'objectif ces deux matches de l'UEFA Nations League contre l'Espagne et la Tchèque en l'espace de 72 heures est clair. "Nous voulons absolument rester dans la ligue la plus élevée. Chaque joueur sait de quoi il s'agit. Tous ceux qui font partie du cercle de la Nati veulent aussi aller à la Coupe du monde...."



Casimir Sangala



Sénégal : le nouveau gouvernement compte 38 ministres dont 8 femmes et 8 jeunes. Ils sont 14 à être reconduits.

Issa Kaba



Sortez, sortez, c'est l'anniversaire du gars le plus sûr de sa génération, l'organisateur principal des événements, les papa des enfants, l'ami sûr qui ont peut compter lorsqu'on est dépassé par les événements. Youssef Fadiga Samounou Bamoye joyeux anniversaire le mari de Kadidiatou Bagayoko kadette .





■ Tradition et Sagesse Burkinabè



#Zimtanga, pas de panique gardons le cap!
Bref aperçu sur l'histoire du Ratenga.

Le Ratenga a été fondé à la fin du XVe siècle par Naaba Ratgba, un fils de Zungrana. Après avoir aidé Wubri à pacifier le yas-tenga (terre des oncles maternels) qui a conduit à l'érection du royaume de Wubr-tenga, il s'est lancé dans la conquête de son propre territoire (pugo). Il fit l'itinéraire suivant : Gulongu (Moogo central)-Noh(Risiam)-Bayendfulgo-Kora-Kurpelle (Ratenga). Durant son voyage de conquête, il commença à tracer son territoire à partir de Zandkoom dans le massif de Risiam au sud. Il établit sa résidence à Kurpelle, c'est la première capitale du royaume. De Kurpelle, il conquiert les villages fulse de Burzanga, de Pobe-Mengao (le Lorum). La limite nord de son royaume est portée à So au nord du Jelgoji actuel. Pendant sa conquête, Ratgba et ses hommes ont pactisé avec les Nyonyoose et Fulse et repoussés les Kibsi connus comme une communauté insoumise. Les quelques uns des Kibsi qui y restèrent, aussi appelés les Kibkela, ont été classés par les Nakombse sur la liste de Nyonyoose. On les rencontre aujourd'hui à Bam-village, Bonda, Kayon,Dure, Denion. Kurpelle vient de "Kuy pelle" en référence des tas de tortues que les conquérants nakombse ont trouvé sur place. Ratenga ne vient pas de "Rap tenga" comme le sens commun le croit mais plutôt de " Ratgb tenga" (territoire, possession de Ratgba). Sous Naaba Rasinga (2è moitié du XVIè siècle), la capitale du royaume est délocalisée à Badinogo. Son successeur fut une femme (sa fille) consacrée sous le zabyure Naaba Weemba. Après Naaba Weemba vient Naaba Yirzigin (10è de sa lignée). Il renoua avec la capitale Kurpelle d'où le nom de guerre Yirzigin (ancienne résidence). Quelques temps après, pour des raisons que nous n'allons pas évoquer ici, Naaba Yirzigin transféra sa capitale à Zimtanga. Il installa sa résidence au pied d'une colline protectrice qu'il baptisa zimtanga (colline des silures). Mais plus tard, le territoire originel du Ratenga s'est vu rétréci avec la fondation du Tatenga (Risiam) avec Naaba Tansongo, un fils du Moog-naaba Kuda, à la fin du XVIè siècle, c'est à-dire un siècle après celle du Ratenga et du Zitenga ; également avec la formation des commandements du Jelgoji qui occupèrent la région de So (Djibo). Notons que le fondateur de Risiam

a fondé son royaume dans un territoire déjà conquis par Ratgba, et peut être même une infime partie de celui de Ziido, fondateur de Zitenga. Dans la première moitié du XVIIIè siècle, le Rateng-Naaba Tanga introduit l'islam dans le palais qui coexiste avec la religion traditionnelle. Il fit également allégeance au Yatenga et fait de son royaume un Kombere, c'est-à-dire un vassal du Yatenga. À l'arrivée de Français pendant la colonisation, le Ratenga est assujéti suite à la signature du traité de protectorat du 18 mai 1895 par le Yateng-naaba Baogo. Cet papier aliénateur a placé le Yatenga, ses vassaux du sud-est tels que le Risiam, le Zitenga, le Ratenga et ceux du sud, notamment Busu, Niesega et Darigma sous le joug de la France. Avec les multiples résistances des populations, une pacification du Ratenga fut organisée. Elle a lieu en mai 1899. À l'issue de cette répression, le Rateng-naaba Piïga et plusieurs de ses hommes furent tués par le résident du Yatenga (le capitaine Boutiq). Boutiq confia la gestion du kombere à un non-nakombga qui régna pendant 3 ans avant que Naaba Koom, oncle de Piïga, soit intronisé au rang des Nakombse. En 1917, l'assimilation fut remplacée par le système d'association qui inclut les chefs locaux dans la gestion du pouvoir colonial. De fait, le Kombere de Ratenga fut érigé en canton et le Rateng-naaba en chef de canton. L'objectif visé par l'administration coloniale dans cette politique, était d'utiliser les chefs locaux pour pouvoir exploiter à fond leurs populations qu'elle taxe d'indigènes, de sans droit, par le bais du travail forcé ou obligatoire.

Isidore W. KONSEIBO, apprenti historien.

NB : vous pouvez faire des suggestions.

Crédit photo : Scholastique Ouédraogo



EMSEMBLE POUR UN MALI KOURA

Le survivant ! Il à survécu à beaucoup de choses et il survivrai probablement à ça ... une image de soi forte et positive est la meilleure préparation ... possible pour réussir le temps et la santé sont deux atouts précieux que nous ne reconnaissons et n'apprécions pas tant qu'ils n'ont pas été épuisé ... continuer ainsi tout ce dont vous avez besoin viendra à vous au moment idéal...en tout cas ça serait irréversible selon vous même ! Repose vous et prenez le temps qu'il faut... Bouna Sidibé observe seulement.



Macky Sall



Extrait discours #UNGA Il est temps de vaincre les réticences et déconstruire les narratifs qui persistent à confiner l'Afrique à la marge des cercles décisionnels. Il est temps de faire droit à la juste et légitime revendication africaine sur la réforme du Conseil de Sécurité.

Je suis très peiné d'apprendre le décès de l'imam Moustapha Guèye, Président de l'Association des imams et Oulémas du Sénégal. Un érudit en islam est parti. Je salue sa mémoire et présente mes condoléances à sa famille et à la Ouma islamique. Puisse Allah lui accorder Sa grâce.

Dr Djamila Ferdjani



Ce qui aggrave souvent la santé des personnes âgées, ce n'est pas la maladie mais c'est la solitude et le sentiment d'être délaissées. Rester proches, présents, les entourer d'amour, est un magnifique remède pour eux.

Fahad Ag Almahmoud



Je félicite tous les maliens sur Twitter qui critiquent tous les régimes sans utiliser des faux noms. C'est à dire qui utilisent leurs vrais noms. Je félicite aussi ceux qui défendent leur régime avec leurs vrais noms. Les noms bizarres vraiment....!!

Gouvernement du Mali



En marge de la 77ème session de l'Assemblée générale des Nations Unies, le Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, Son Excellence Monsieur Abdoulaye DIOP a successivement rencontré, le lundi 19 septembre 2022, ses Homologues de la République du Rwanda et de celle du Sénégal, respectivement Leurs Excellences Monsieur Vincent BIRUTA et Madame Aïssata TALL SALL. Lors de ces deux rencontres, les échanges ont essentiellement porté sur le renforcement de la coopération entre le Mali et ces pays ainsi que le processus de la Transition devant aboutir au retour à un ordre constitutionnel apaisé et sécurisé. Bureau de l'information et de la Presse/MAECI





INSTITUT NATIONAL
DE PREVOYANCE SOCIALE

CONNECTEZ-VOUS



TÉLÉ-DÉCLARATION

JOURNÉES PORTES OUVERTES



DU 19 AU 23 SEPT 2022
AGENCE PRINCIPALE
INPS, COMMUNE IV



SERVICES OFFERTS

- ✓ Faire la demande d'immatriculation des employeurs et assurés en ligne
- ✓ Faire l'affiliation des assurés en ligne
- ✓ Faire la demande de télé-déclaration pour les employeurs en ligne
- ✓ Faire la demande de télé consultation assurés et retraités en ligne
- ✓ Faire les déclarations nominatives et récapitulatives en ligne
- ✓ Faire les relevés nominatifs en ligne
- ✓ Consulter les cotisations et les mandats en ligne

Désormais, faites vos déclarations en ligne pour
gagner du temps et éviter les pénalités

www.inps.ml

(+223) 20 21 60 13 / 75 23 73 73 / 77 25 22 98

L'Éthiopie : Le gouvernement rejette un rapport destiné au Conseil des droits de l'Homme de l'ONU



L'ambassadeur de l'Éthiopie auprès de l'ONU à Genève a rejeté mardi un rapport d'enquêteurs de l'ONU qui accusent Addis Abeba de possibles crimes contre l'humanité au Tigré et d'utiliser la famine comme arme de guerre.

"Il n'y a pas une seule preuve qui montre que le gouvernement éthiopien a utilisé l'aide humanitaire comme un instrument de guerre", a déclaré à l'AFP l'ambassadeur Zenebe Kebede, représentant permanent de l'Éthiopie auprès des Nations unies à Genève.

Une Commission de trois experts, qui a rédigé un rapport destiné au Conseil des droits de l'homme de l'ONU, a estimé que des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité avaient probablement été commis durant le conflit qui déchire l'Éthiopie depuis fin 2020 dans la région du Tigré, dans le nord du pays.

Leur rapport indique qu'il existe "des motifs raisonnables de croire que le gouvernement fédéral et les gouvernements des États régionaux alliés (principalement l'Erythrée, NDLR) ont commis et continuent de commettre des crimes contre l'humanité pour des motifs ethniques et d'autres actes inhumains".

Les experts ont souligné la situation catastrophique au Tigré, où le gouvernement fédéral et ses alliés ont refusé à environ six millions de personnes l'accès aux services de base, pendant plus d'un an, et où de sévères restrictions à l'accès humanitaire ont laissé 90% de la population avec un besoin urgent d'assistance.

La commission des trois experts indépendants a été établie pour un an le 17 décembre 2021, pour mener une enquête approfondie et indépendante sur les accusations de violations répétées des droits humains, malgré l'opposition d'Addis Abeba.

L'ambassadeur Zenebe a estimé que la commission avait des "motivations politiques" et que ses conclusions étaient "contradictoires et partiales".

"Nous n'avons donc pas d'autre choix que de rejeter ce rapport, comme nous avons rejeté la résolution qui l'a établi, ainsi que la création même de ce mécanisme", a-t-il déclaré.

AFP

Afrique du Sud : Les candidats obligés de déclarer les dons de campagne



La Cour constitutionnelle sud-africaine a prononcé mardi l'obligation de déclarer les dons de campagne, une décision visant à lutter contre la corruption, qui survient avant un vote interne au parti au pouvoir, l'ANC, pour désigner son président et le candidat à la prochaine présidentielle.

Le financement de la campagne du président Cyril Ramaphosa pour la direction du parti avait suscité la controverse en 2017. Il avait été accusé d'avoir dissimulé au Parlement un don de 500.000 rands (35.000 dollars à l'époque). La règle actuelle prévoit que la déclaration des dons dans le cadre de campagnes "pour des postes au sein des partis politiques" n'est pas obligatoire.

Cette mesure "porte atteinte à la loi sur l'éthique et au régime des conflits d'intérêts", dont les dispositions sont "essentielles pour la transparence et la lutte contre la corruption rampante", a estimé la juridiction suprême dans une décision dont l'AFP a eu copie.

M. Ramaphosa, 69 ans, avait été finalement été blanchi par la Cour constitutionnelle et avait pris les rênes du pays en février 2018 après la démission de Jacob Zuma, mis en cause dans des scandales. Il a fait de la lutte anti-corruption son cheval de bataille.

Le chef d'État est toutefois dans la tourmente, autour d'une sombre affaire de cambriolage, quelques mois avant que l'ANC ne décide de le présenter ou non comme candidat pour un second mandat en 2024.

Il est accusé d'avoir dissimulé à la police et au fisc un cambriolage datant de 2020 dans une de ses propriétés, au cours duquel d'importantes sommes en espèces ont été trouvées, cachées dans du mobilier.

Une enquête est en cours et le Parlement a désigné une commission indépendante dont les conclusions pourraient ouvrir sur un vote au Parlement pour la destitution de M. Ramaphosa.

En Afrique du Sud, la destitution du chef de l'État est soumise à un vote à la majorité des deux tiers à l'Assemblée. L'ANC détient plus de deux tiers des sièges.

AFP

RDC : Le chef des opérations militaires contre les M23 arrêté (médias)



Un haut gradé de l'armée de République démocratique du Congo, commandant des opérations militaires contre le groupe rebelle "M23" dans l'est du pays, a été arrêté et écroué, ont annoncé mardi des médias congolais, évoquant des soupçons de "haute trahison".

Selon ces médias, qui citent des proches du lieutenant-général Philémon Yav Irung et des "sources sécuritaires", cet officier est incarcéré depuis lundi soir à Makala, la grande prison de Kinshasa.

Une source militaire a confirmé à l'AFP, sous couvert d'anonymat, l'arrestation du lieutenant-général Yav, sans aucun détail sur le motif possible de son interpellation. Contacté, le général Léon-Richard Kasonga, porte-parole des forces armées de RDC (FARDC), n'a pas voulu répondre.

Commandant de la troisième zone de défense, qui couvre toute la partie est et nord-est de la RDC, Philémon Yav avait pris mi-juillet la conduite des opérations militaires menées au Nord-Kivu contre le M23. Il avait remplacé dans cette fonction le général Constant Ndima, gouverneur militaire de la province.

Le M23, pour "Mouvement du 23 mars", est une ancienne rébellion à dominante tutsi vaincue en 2013, qui a repris les armes en fin d'année dernière en reprochant à Kinshasa de ne pas avoir respecté des accords sur la démobilisation et la réinsertion de ses combattants.

La RDC accuse le Rwanda de soutenir cette rébellion, ce que Kigali conteste.

Depuis trois mois, les rebelles du M23 occupent Bunagana, une importante localité du territoire de Rutshuru, à la frontière ougandaise.

Par ailleurs, également dans le Nord-Kivu, un colonel, chef de bataillon, vient d'être inculpé et écroué à Goma, le chef-lieu de la province. Il est soupçonné d'avoir empoisonné un général, Ghislain Tshinkobo, chef de l'armée pour le Nord-Kivu, dont la mort mi-août avait été considérée dans un premier temps comme consécutive à une crise cardiaque, a-t-on indiqué de source militaire. Selon un proche, le colonel clame son innocence.

Comme la province voisine de l'Ituri, le Nord-Kivu est placé sous état de siège depuis mai 2021. Les autorités civiles y ont été remplacées par des officiers de l'armée et de la police.

AFP

Mission de l'ONU au Mali : Les opérations de reconnaissance des allemands suspendues



L'armée allemande a dû à nouveau suspendre ses opérations de reconnaissance dans le cadre de la Mission de l'ONU au Mali (Minusma), faute d'autorisation de survol, a indiqué lundi à l'AFP un porte-parole du commandement opérationnel de la Bundeswehr.

"Nous partons du principe que l'autorisation en question sera délivrée prochainement", a toutefois ajouté ce porte-parole. Elle concerne les vols entre Gao, qui abrite le camp principal de l'armée allemande au Mali, et Niamey, capitale du Niger voisin. La Bundeswehr n'avait repris ces opérations de reconnaissance que début septembre. Berlin avait suspendu mi-août l'engagement des soldats allemands au Mali après des tensions avec Bamako qui refusait le survol de son territoire par des appareils allemands. Les vols effectués vers l'Allemagne par l'avion de transport destiné aux rotations des contingents de la Bundeswehr ne sont pas concernés par la suspension actuelle, a-t-on précisé de même source. La ville de Gao (est) abrite le camp principal de l'armée allemande au Mali. Environ 1.100 soldats de la Bundeswehr au total participent à la Minusma. Les troupes allemandes sont censées en partie compenser le départ des soldats français, après que la junte malienne au pouvoir a poussé vers la sortie l'ancien allié et relancé la coopération avec Moscou. Les relations entre le Mali et l'ONU se sont également dégradées ces derniers mois. Fin juin, le Conseil de sécurité a décidé de la prolongation d'un an du mandat de la Minusma. Interrogé la semaine dernière sur l'avenir de la présence des soldats allemands au Mali, le chancelier Olaf Scholz a indiqué que son gouvernement travaillait "de façon intensive" sur ce sujet "en tenant compte de tous les aspects". En premier lieu, "la sécurité des soldats doit être garantie – cela vaut pour les questions de droits de survol, pour la question de l'utilisation des drones, pour la question de savoir s'il existe une sécurité suffisante pour remplacer ce que les Français ont fait jusqu'à présent", a-t-il détaillé. "Nous ne voulons en aucun cas nous retrouver dans une situation où nous dépendrions de la bonne coopération des forces russes présentes sur place", a ajouté M. Scholz alors que Berlin avait indiqué mi-août disposer d'informations selon lesquelles des Russes étaient présents sur l'aéroport de Gao. Une autre question déterminante est de voir si l'engagement des forces allemandes "a un sens", "si nous pouvons contribuer à la stabilisation du pays ou au moins des régions concernées, si nous pouvons garantir que l'aide au développement soit rendue possible par notre présence", avait dit le chancelier devant les cadres de l'armée allemande.

AFP

3e édition des journées d'échanges justice et presse : Des journalistes éduqués sur l'éthique et la déontologie du magistrat

A la faveur d'une séance d'échanges organisée entre la justice et la presse, des professionnels des médias ont été outillés sur l'éthique et la déontologie du magistrat. C'était ce jeudi 15 septembre 2022, à la Maison de la presse, sous la présidence du ministre de la Justice et des Droits de l'homme, Garde des Sceaux, Mamadou Kassogué, en présence du président de la Maison de la presse, Bandjougou Danté.

Les hommes de médias ne sont pas restés sur leur faim au cours des échanges avec le magistrat Hameye Founé Mahalmadane qui a exposé sur l'indépendance du magistrat avant de se prêter aux questions de ses interlocuteurs. Sous la modération de Chana Takiou, directeur de publication du journal "22 septembre", il a expliqué ce que c'est que l'indépendance du magistrat. Cette édition était placée sous le thème « Ethique et déontologie du Magistrat, quel impact dans la lutte contre la corruption ? »

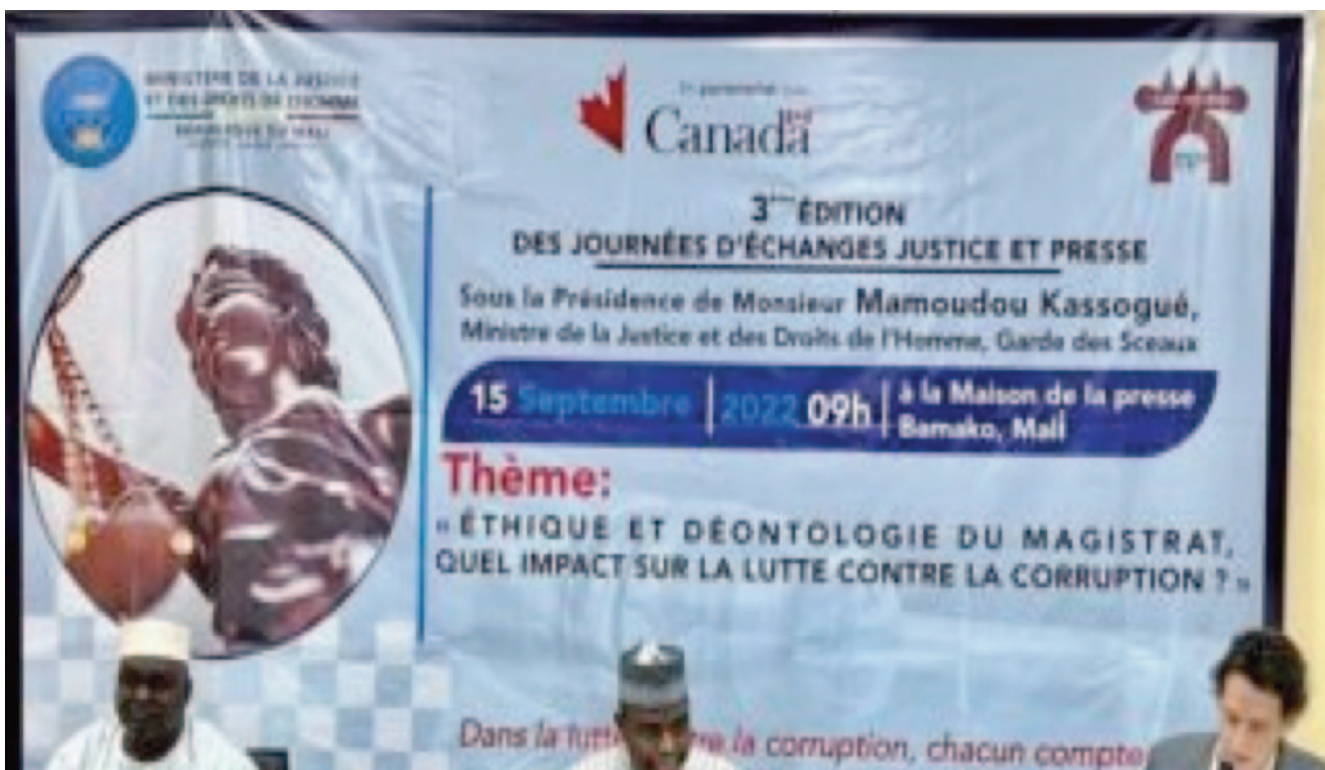
A entendre l'interlocuteur du jour, l'indépendance est un instrument du

magistrat qui l'aide à bien faire son travail. Pour lui, l'indépendance de la justice est une composante du pouvoir judiciaire. Elle, dit-il, découle de la règle de la séparation des pouvoirs expliquée par le philosophe des Lumières, Montesquieu, dans son livre "L'Esprit des Lois". « Cette indépendance consiste à extraire la justice des influences extérieures susceptibles d'avoir des impacts négatifs sur elle. Elle exige l'application de la loi, elle doit faire fi de toute pression. L'indépendance est la garantie de la bonne justice. Elle a pour corollaire la responsabilité qui ne veut pas dire que le juge a carte blanche pour faire ce qu'il veut », a-t-il martelé.

Poursuivant le développement du thème, il s'est appesanti sur le devoir du magistrat. Selon lui, le magistrat a le devoir d'intégrité. De son point de vue, il repose sur le respect des justiciables, la diligence des dossiers, l'égalité et l'impartialité qui, selon lui, est la qualité morale du juge.

Si l'on en croit l'interlocuteur du jour, le magistrat doit s'interdire certains comportements, il doit remplir ses obligations professionnelles dans les délais prescrits par la loi, éviter toute négligence ; il lui est recommandé de faire preuve de patience. « Le juge doit être impartial tout le long de la procédure. Elle lui interdit d'interférer dans les affaires d'autres magistrats », a dit l'orateur du jour qui pense que le juge ne détient pas la vérité divine.

Bazoumana KANE / Source : L'Alerte



www.malikile.com



Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite (OCLEI)

BON A SAVOIR

■ C'EST QUOI L'ENRICHISSEMENT ILLICITE ?

L'enrichissement illicite est :

- l'augmentation substantielle du patrimoine d'un agent public sans rapport avec ses revenus légitimes, ou
- le train de vie que mène cet agent sans rapport avec ses revenus légitimes.

■ C'EST QUOI LA DÉCLARATION DE BIENS ?

La déclaration de biens est la liste détaillée des revenus et des biens qui appartiennent à un agent public, transmise par cet agent aux autorités compétentes pour analyse et exploitation conformément à la loi.

■ QUI DOIT FAIRE LA DÉCLARATION DE BIENS ?

La déclaration de biens concerne les personnalités suivantes : présidents d'institution, ministres et assimilés, présidents et membres des autorités administratives indépendantes, députés ou maires, autres ordonnateurs ou comptables publics, directeurs généraux, présidents d'établissement public, directeurs généraux, nationaux ou régionaux des services de l'Etat, magistrats, chefs d'état-major des armées, responsables de la passation de marchés publics, responsables des services financiers, d'assiette ou de recouvrement.

Les personnalités concernées sont environ 8 000.

■ OÙ FAIRE SA DÉCLARATION DE BIENS ?

La déclaration de biens est faite auprès du président de la Cour suprême. En retour, cette autorité délivre un récépissé à l'auteur de la déclaration de biens.

■ QUELS SONT LES REVENUS ET BIENS À DÉCLARER ?

- les revenus : salaires, indemnités, primes, autres accessoires de salaires, héritages, libéralités légalement reçues ;
- les biens meubles : véhicules, meubles et bijoux de valeur, objets d'art, comptes bancaires, argent en espèces, actions, parts sociales,
- les biens immeubles : maisons d'habitation, immeubles commerciaux ou professionnels, champs, vergers, animaux, terrains nus.

Tous les revenus et biens doivent être déclarés, qu'ils soient situés au Mali ou à l'extérieur.

■ QUELLES SONT LES PIÈCES JUSTIFICATIVES DE LA DÉCLARATION DE BIENS ?

Les revenus et les biens déclarés doivent être soutenus par des pièces justificatives comme les titres fonciers, les lettres d'attribution, les concessions rurales, les concessions urbaines, les relevés de comptes bancaires, etc.

■ QUAND FAIRE SA DÉCLARATION DE BIENS ?

La déclaration de biens doit être faite par l'agent public concerné :

- au début de la fonction ou du mandat qui crée l'obligation de déclaration de biens ;
- chaque année, au plus tard le 31 décembre ;
- à la fin de la fonction ou du mandat.

Le formulaire de déclaration de biens est téléchargeable en cliquant

www.oclei.ml

<https://www.facebook.com/Office-Central-de-Lutte-Contre-l-Enrichissement-Illicite>

Politique de logement social : Le FOHABA à la rescousse de l'État !

Les responsables du forum de l'Habitat des banques et assurances étaient, le mardi 20 septembre 2022, la face la presse. Cette rencontre avec les hommes de médias visait à informer l'opinion nationale et internationale de la mise sur le marché de 602 logements et de 500 parcelles en titre foncier individuel. De quoi réjouir les opérateurs économiques et les particuliers. Le forum de l'Habitat des banques et assurances est une expression pour l'État, les banques et les assurances, des sociétés im-

mobilières à l'endroit de la diaspora malienne. Dans le cadre d'un partenariat gagnant-gagnant, la Société Ham a mis à la disposition de forum de l'Habitat des banques et assurances 602 logements sis à Niamana. Ces maisons d'une commodité incroyable sont cédés à des prix tenant compte de la bourse des maliens. Les types F3 sont à 25 000 000 F, le type F4 à 42 500 000 F et le type F5 à 67 128 000 F. Une fois acquis, le propriétaire est astreint à rembourser les émoluments afférents à la maison acquise dans un délai de 15 ans. Il y a



aussi une possibilité de paiement par anticipation. Cette solution novatrice permettra aux maliens de l'intérieur et de la diaspora d'avoir un toit.

Pour le Président du forum de l'Habitat des banques et assurances (FOHABA), Abdoulaye Traoré, les éditions

Précédentes du FOHABA ont été un véritable succès et ont engrangé des résultats probants. C'est ce qui justifie la tenue de la 11ème édition prévue du 25 au 27 septembre 2022. « Il est une alternative pour les maliens d'accéder à un logement décent et à des parcelles sécurisées, ceci en dehors du système étatique dans les meilleures conditions de transparence. Je félicite la société Ham, la coopérative "Nyogondème Soba", la banque Atlantique, les immobilières et les assurances qui ont bien voulu nous accompagner pour faire de ce forum une réussite. Aussi, la coopérative "Nyogondème Soba" a mis à notre disposition 500 parcelles en titre foncier individuel situé, dans la périphérie de Bamako. Le Forum prévu du 25 au 27 septembre à Lomé au Togo, est à sa 11ème édition. Cette initiative a favorisé l'accès des maliens de l'extérieur à des logements décents qui demeure une préoccupation majeure pour le forum de l'Habitat des banques et assurances », a-t-il dit.

Le directeur général de la société HAM-Mali, Mama Kayantao, a mis le curseur sur la qualité des infrastructures et les conditions de leur acquisition. « Nous sommes porteurs d'un ambitieux projet de 602 logements à des maliens de la diaspora et des maliens en général. C'est un projet qui enlève une épine du pied des maliens de la diaspora qui sont confrontés à un sérieux problème de logement au bercail. Pour satisfaire les maliens, la société HAM est venue en appont de la politique de l'Etat en matière de logement social. Je rappelle que les maisons construites par la société HAM respectent les normes et les standards de construction. Il est à préciser que les conditions d'acquisition de ces logements sont bien réfléchies en prennent en compte les attentes des maliens de l'intérieur et de la diaspora. Pour les maliens de la diaspora et les non-salariés, ils doivent verser un apport personnel de 20% du prix de la maison demandée. Pour les salariés, leur salaire doit être domicilié à la banque Atlantique », a-t-il fait savoir.

■ Ibrahim Sanogo

Renforcement de capacité : Des opérateurs économiques en formation

Le Chef de Cabinet du ministre de l'Industrie et du Commerce, Sidi Ahmed Ould Sidi Salem, a présidé, le mardi 20 septembre 2022, l'atelier d'information de formation et de sensibilisation sur les textes usuels du Commerce au Mali, dans la salle de conférence de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Mali. C'était en présence d'une panoplie d'opérateurs économiques. Au menu de cet atelier, le renforcement des capacités des acteurs du secteur privé, et ressortissants

de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Mali : les textes usuels du Commerce en République du Mali.

A l'entame de la cérémonie d'ouverture, les participants ont observé une minute de silence à la mémoire de Mme Aiché Malinké, Opératrice économique, ressortissant de la Chambre de Commerce et d'industrie arrachée hier à l'affection de tous.

Durant deux jours, des activités tels que des témoignages, des expériences vécues, le par-

tage des meilleures pratiques, des séances de groupes de travail, permettront à mettre à niveau les participants à cet atelier pour mieux faire face aux défis du moment, et avoir une meilleure compréhension du fonctionnement du Commerce au Mali.

Cet atelier initié par la Chambre de Commerce et d'Industrie du Mali avec l'accompagnement technique de la Direction générale du Commerce de la Consommation et de la Concurrence, vise à rendre plus aptes et plus professionnels nos opérateurs économiques par rapport aux textes usuels du Commerce.

Au Mali, le secteur privé est et demeure un outil incontournable dans le développement socio-économique du pays. Cependant, force est de reconnaître que la majorité des acteurs dudit secteur, ont besoin d'une mise à niveau sur les textes régissant le Commerce dans notre pays. La méconnaissance de certaines règles et pratiques commerciales pénalisent les opérateurs économiques. Il s'agira donc, à travers la présente session, de les outiller et les informer sur leurs droits, devoirs et obligations. Cet atelier est le premier d'une série d'activités qui vise à doter les concernés de l'essentiel de connaissances qui devront les aider à mener à bien leurs activités.

Le Président de la Chambre de Commerce et d'industrie du Mali (CCIM), Youssouf Bathily, a remercié l'ensemble des opérateurs économiques pour leur patriotisme. Selon lui, cet atelier capital intervient dans un contexte fortement marqué par la compétitivité de nos économies et la mise en place d'un ensemble d'organes régissant à la fois le commerce au plan national, régional et continental, d'où l'urgente et l'impérieuse nécessité de former les acteurs du commerce. Il a invité l'ensemble des opérateurs économiques à plus de participation car cet atelier est une aubaine pour traiter plusieurs questions.

Le Chef de Cabinet du ministre de l'Industrie et du Commerce, Sidi Ahmed Ould Sidi Salem, a indiqué que l'avènement d'un nouvel ordre économique mondial, recommande la mise à niveau des acteurs du Commerce. Il a, aussi, rappelé la détermination du département à soutenir et à accompagner toutes les initiatives visant à contribuer au renforcement de capacités des acteurs de l'économie.

■ Maffenin Diarra



Au Mali : Les troupes allemandes ne veulent pas dépendre des russes

Les troupes allemandes dans le cadre de la mission onusienne (MINUSMA) au Mali ont à nouveau suspendu leurs opérations de reconnaissance, faute d'autorisation de survol, a indiqué le lundi le porte-parole du commandement opérationnel de la Bundeswehr.

Les incompréhensions entre les autorités de la transition et les autorités allemandes continuent. Les troupes allemandes viennent de suspendre une fois encore les opérations au Mali. « **Nous partons du principe que l'autorisation en question sera délivrée prochainement** », a toutefois ajouté ce porte-parole. Elle concerne les vols entre Gao, qui abrite le camp principal de l'armée allemande au Mali, et Niamey, capitale du Niger voisin. La Bundeswehr n'avait repris ces opérations de reconnaissance que début septembre après une suspension temporaire.

Rappelons que les troupes allemandes avaient suspendu mi-août leur engagement au Mali après des tensions avec Bamako qui refusait le survol de son territoire par des appareils allemands. Les vols effectués vers l'Allemagne par l'avion de transport destiné aux rotations

des contingents de la Bundeswehr ne sont pas concernés par la suspension actuelle. La ville de Gao (est) abrite le camp principal de l'armée allemande au Mali. Environ 1.100 soldats de la

Bundeswehr au total participe à la mission de la MINUSMA. Les troupes allemandes sont censées en partie compenser le départ des soldats français, après que les autorités de la transition malienne ont ordonné le départ suite à l'annonce faite par les autorités françaises de vouloir quitter le Mali sans préavis.

L'ancien partenaire du Mali n'était pas d'accord sur la diversification de ses partenariats alors que Bamako avait relancé la coopération avec Moscou. Les relations entre le Mali et l'ONU se sont également dégradées ces derniers mois. Fin juin, le Conseil de sécurité a décidé de la prolongation d'un an du mandat de la MINUSMA. Interrogé la semaine dernière sur l'avenir de la présence des soldats allemands au Mali, le chancelier Olaf Scholz a indiqué que son gouvernement travaillait « de façon intensive » sur ce sujet « en tenant compte de tous les aspects ». En premier lieu, « la sécurité des soldats doit être garantie - cela vaut

pour les questions de droits de survol, pour la question de l'utilisation des drones, pour la question de savoir s'il existe une sécurité suffisante pour remplacer ce que les Français ont fait jusqu'à présent », a-t-il détaillé. Pire, l'Allemagne ne voudrait pas travailler en collaboration avec la Russie au Mali. « **Nous ne voulons en aucun cas nous retrouver dans une situation où nous dépendrions de la bonne coopération des forces russes présentes sur place** », a ajouté M. Scholz alors que Berlin avait indiqué mi-août disposer d'informations selon lesquelles des Russes étaient présents sur l'aéroport de Gao. Sur un autre point, les allemands voudraient savoir si leur engagement était important au Mali. C'est-à-dire, de voir si l'engagement des forces allemandes « **a un sens** ». « **Si nous pouvons contribuer à la stabilisation du pays ou au moins des régions concernées, si nous pouvons garantir que l'aide au développement soit rendue possible par notre présence** », a fait savoir le chancelier devant les cadres de l'armée allemande. Toutefois, la multiplication des suspensions des opérations des troupes allemandes au Mali dans le cadre de la MINUSMA inquiète et beaucoup sont les observateurs qui y voient un probable départ de l'Allemagne comme ce fut le cas de la France si jamais les deux partenaires ne venaient pas à aplanir leurs divergences de vues sur la nouvelle coopération.

Binadjan Dombia



CPI : Libération du chef de la police islamique de Tombouctou

Condamné en 2016 à neuf ans de prison pour avoir détruit des mausolées à Tombouctou, Ahmad al Faqi al Mahdi a recouvré la liberté. Ahmad al Faqi al Mahdi est libre depuis le 18 septembre 2022.

L'ancien chef de la « Hisba » (police islamique) de Tombouctou, dans le nord du Mali, sous le règne des jihadistes d'Ansar Dine, a purgé une peine de sept ans de prison.

La Cour d'appel de la Cour pénale internationale (CPI) a accordé une remise de peine au chef jihadiste en ramenant sa peine de 9 prononcée en première instance en septembre 2016 à 7 ans. Ahmad al Faqi al Mahdi était poursuivi pour crimes de guerre, destruction des neuf mausolées de Tombouctou et de la

porte de la mosquée de Sidy Yahya.

L'ancien chef jihadiste a fait amende honorable en présentant ses excuses à la population de Tombouctou et au peuple malien. Cependant, il reste sous surveillance dans son pays d'accueil, l'Angleterre où il a été transféré depuis 2018 pour purger sa peine. Né en 1975 dans un village périphérique de Tombouctou, Ahmad al Faqi Al Mahdi a été éduqué dans les préceptes du soufisme.

Exilé en Libye entre 1996 et 2001, il est enrôlé dans l'armée libyenne où il affirme avoir exercé pendant 4 ans. De retour au Mali en 2006, il s'installe à Tombouctou et commence à prêcher dans les mosquées. Il sera ensuite recruté comme directeur d'école en 2010.

En 2012, au moment où la ville de Tombouctou tombait aux mains des jihadistes d'Ansar Dine proche d'Al Qaida au Maghreb Islamique sous l'impulsion d'Iyad Ag Ghali, Ahmad al Faqi al Mahdi se trouvait en Algérie. Convaincu par la cause des jihadistes, il y adhère à son retour et devient le patron de la police, chargée de « promouvoir la vertu et prévenir le vice ». Si Ahmad al Faqi al Mahdi a regretté le temps passé au sein d'Ansar Dine, ce n'est pas le cas de son ancien mentor, Iyad Ag Ghali qui a connu une ascension fulgurante au sein de la mouvance jihadiste sahélienne.

Depuis mars 2017, cette ancienne figure de la rébellion touareg dans le nord du Mali est désigné émir du Groupe de soutien à l'Islam et aux musulmans (GSIM), principale alliance des organisations affiliées à AQMI et acteur majeur de la dégradation de la situation sécuritaire au Sahel et récemment dans les pays du Golfe de Guinée.

Source : APA



Affaire des 49 militaires ivoiriens : Le revirement spectaculaire de Guterres

Alors que la Minusma a reconnu, en fin juillet, les "dysfonctionnements" dans le déploiement des 49 militaires ivoiriens au Mali, le secrétaire général des Nations Unies, Antonio Guterres, vient de faire en revirement spectaculaire. Dans une interview accordée à France 24 et Radio France internationale, dimanche 18 septembre 2022, il a déclaré que les militaires ivoiriens arrêtés à Bamako ne sont pas des mercenaires.

Le Mali a interpellé, le 10 juillet, à l'Aéroport international de Bamako, 49 militaires ivoiriens et les a déclarés « mercenaires ». La Côte d'Ivoire, pour sa part, a nié la version malienne et a demandé leur libération « sans délai ».

Deux semaines après, la Minusma avait tranché en faveur du Mali. Elle a reconnu des dysfonctionnements dans le déploiement de ces militaires. « Il apparaît que certaines mesures n'ont pas été suivies et la Mission s'efforce de mieux comprendre comment ces dysfonctionnements ont pu se produire afin d'éviter qu'ils ne se reproduisent à l'avenir », avait déclaré la Minusma qui a ajouté que : « La Minusma note que les éléments ivoiriens ont été déployés à Sénou (Bamako) pour assurer la sécurité à la base des NSE allemands dans cette même localité, au lieu de Tombouctou (nord) où est basé le contingent ivoirien de la Minusma ». Selon la thèse soutenue par Abidjan, ces soldats devaient prendre la relève d'autres Ivoiriens déployés au Mali en tant qu'éléments nationaux de soutien (NSE), une procédure de l'ONU permettant aux contingents des missions de maintien de la paix de faire appel à des prestataires extérieurs pour des appuis logistiques. Sur cette question, la Minusma avait été on ne peut plus clair : « La Minusma n'a pas connaissance d'un contrat entre l'Allemagne et des tiers pour la protection de la base allemande de NSE ». Elle a précisé qu'elle n'a pas été informée de la présence du nombre de NSE de la Côte d'Ivoire. « Cependant, en recoupant des documents internes, la Minusma estime que le détachement ivoirien s'élève à 50 hommes et femmes », a précisé la note de la Minusma en juillet dernier.

Incohérence

« Non, ce ne sont pas des mercenaires et c'est évident. J'ai fait appel aux autorités maliennes



pour que ce problème puisse se résoudre. On est en contact permanent avec eux. Je n'ai pas parlé directement avec Goïta, mais je vais recevoir la délégation du Mali et c'est une chose qui est pour moi très importante. Il faut résoudre ce problème », a déclaré le patron de l'ONU dans une interview accordée, dimanche, à France 24 et RFI.

Alors, où était Guterres quand la Minusma se prononçait sur le sujet. Pourtant, cette organisation relève de son ressort. Il y a là une incohérence. C'est un double langage qui ne rend pas service à la résolution à l'amiable de la situation.

Aussi, faut-il rappeler que la Côte d'Ivoire, elle-même, avait reconnu des manquements dans la procédure au Togo. « La Côte d'Ivoire déplore que des manquements et des incompréhensions aient été à l'origine de cet événement fortement regrettable. La Côte d'Ivoire, soucieuse de maintenir des relations de bon voisinage avec le Mali, s'engage à respecter les procédures des Nations Unies, ainsi que les nouvelles règles et dispositions maliennes édictées relatives au déploiement des forces militaires au Mali ». Tels sont les propos du ministre directeur de Cabinet du Président de la République ivoirienne.

Cette sortie de Guterres met en cause les dys-

fonctionnements évoquées par la Minusma, fait du Mali le bourreau en lieu et place de la victime, et renforce la Côte d'Ivoire dans sa position de nier les dysfonctionnements. Guterres a-t-il servi à la résolution de la crise ? Non, il a plutôt gravé la situation. Le Mali risque de se considérer comme une victime. Quant à la Côte d'Ivoire, elle risque de radicaliser, car renforcée dans sa position selon laquelle ses militaires sont « en otage » au Mali. Après la sortie d'Assimi Goïta dénonçant la présence, en Côte d'Ivoire, d'opposants maliens contre lesquels il a été émis des mandats d'arrêt internationaux, la Côte d'Ivoire a demandé la tenue d'une réunion extraordinaire de la CEDEAO sur la situation de ses militaires. Le Mali, pour sa part, a dit ne pas être nullement concerné par cette procédure devant l'instance communautaire. Il a ainsi indiqué : « L'affaire des 49 mercenaires ivoiriens est purement judiciaire et bilatérale ». Le gouvernement a par ailleurs mis en garde contre toute instrumentalisation de la CEDEAO par les autorités ivoiriennes pour se soustraire de leur responsabilité vis-à-vis du Mali.

B. G
Source : LE PAYS



Bientôt la rentrée académique 2022-2023



Apprendre pour réussir sa vie et dans la vie et servir l'humanité
Passez une année universitaire subliminale avec UCAO-UUBa

Université Catholique de l'Afrique de l'Ouest
Unité Universitaire à Bamako



Hamdallaye - porte 85 - Rue 109
BP E4165 Bamako MALI



+223 20 29 56 31 / 20 29 56 28



ucao.uuba@gmail.com



Université catholique de l'Afrique de l'Ouest de Bamako



www.ucao-uuba.org



RENTREE

ACADEMIQUE

2022-2023

27 septembre: session de rentrée administrative

4 octobre: Session de rentrée pour les étudiants S3 et S5

3 octobre 2022: Messe d'ouverture de l'année Académique 2022-2023

7 octobre: Test et concours d'entrée Masters Droit, Licence Journalisme et Communication

Mali - Russie : Poutine réitère son soutien au peuple malien

Le Président russe, Vladimir Poutine a réitéré son soutien aux maliens devant les diplomates au Conseil de sécurité des Nations Unies lors de la 77ème session ordinaire de l'ONU. Cette fois, au-delà de la coopération militaire, le président Russe annonce le renforcement de la coopération dans le secteur alimentaire et industriel.

«**Nous espérons reprendre la coopération bilatérale dans tous les domaines**», a indiqué Poutine devant un parterre de diplomate étrangers accrédités en Russie. Poutine a salué la représentation diplomatique du Mali. Une annonce qui confirme les bonnes relations entre Bamako et Moscou durant cette transition. «**Nous avons un partenariat de longue durée et nous espérons le renforcement de cette relation**», a souhaité le patron de Kremlin soulignant qu'il a eu un entretien amical avec le président de la transition du Mali, Colonel Assimi Goïta. Durant le mois d'août «**j'ai eu une discussion prolongée, avec l'autorité du gouvernement de transition et nous nous sommes mis d'accord sur la nécessité de poursuivre nos efforts communs en matière de lutte contre l'extrémisme religieux et le terrorisme**», a-t-il précisé.

La déclaration de Poutine aux Nations Unies fera sans doute tache d'huile dans l'histoire de la coopération entre les deux pays mais également renforcera la radicalisation des pays de l'OTAN contre les visées de Kremlin en Afrique et plus

Particulièrement au Mali où une "guerre froide" se déroule entre les grandes puissances du monde.

Soutien au Mali

La fédération russe ne recule pas devant la pression des pays de l'OTAN. Jour après jour, la Russie renforce sa coopération en Afrique et plus précisément au Mali dans plusieurs domaines. «**La Russie continuera à apporter tous son soutien aux peuples maliens et notamment en matière alimentaire, de produits industriels et d'engrais**», a an-

noncé le Président de la Fédération de la Russie ajoutant que son pays «**continuerons à travailler dans le domaine humanitaire, intellectuel avec notamment le nombre de place pour les citoyens maliens souhaitant faire leurs études dans les universités Russes**».

Il a profité de la Tribune des Nations Unies pour souhaiter une bonne fête de l'Indépendance à tous les Maliens. «**Après demain, le Mali fêtera son indépendance et nous souhaitons sincèrement à tous les maliens une bonne fête**».

Manque d'efficacité de l'ONU

Au conseil de Sécurité, Poutine a une fois encore rappelé les situations ayant conduit à la création de l'ONU. «**Le sommet des Nations unies est une grande opportunité pour évoquer le passé mais aussi pour réfléchir à notre avenir commun. En 1945, les pays vainqueurs du nazisme ont uni leurs**

efforts pour poser des fondements solides à notre modèle de l'après-guerre», rappelle-t-il en soulignant que c'est chez lui en Russie, en Crimée et à Yalta que se sont réunis les dirigeants de la coalition anti-hitlérienne pour décider de la création de l'ONU et des principes régissant les relations entre les états». Selon lui, le système de Yalta est né d'énormes souffrances ; il incarne le prix payé par les millions de personnes qui ont perdu la vie pendant les deux guerres mondiales qui ont ravagé le monde au 21ème siècle.

Cependant, Vladimir Poutine fait remarquer que l'ONU qui a tant aidé le monde est en difficulté aujourd'hui. «**Soyons ici objectifs et c'est ce système qui a aidé l'humanité à traverser des événements turbulents parfois dramatiques et qui à préserver le monde de bouleversement plus grands. L'organisation des Nations Unies est sans pareil pour ce qui est de sa légitimité, de sa représentativité et de son universalité. Or ces derniers temps, l'ONU se trouve être de plus en plus à nouveau critiquée parce qu'elle manquerait d'efficacité**», a souligné Poutine à la tribune des Nations Unies.

Binadjan Dombia



Situation socio-politique du Mali : Le silence assourdissant de la classe politique !

La nation malienne vit dans une situation socio-politique extrêmement difficile. La classe politique ne dira pas le contraire ! Au regard de cette situation qui prévaut, force est de constater qu'elle surprend plus d'un en se murant dans un silence abasourdissant. Cette attitude suggère un désintéressement des politiques de l'avenir du pays qui cherche sa voie pour figurer dans le concert des nations qui comptent.

A l'orée de la transition politique ayant connu deux phases sous la gouvernance des 5 colonels, la classe politique malienne s'est mise à pied d'œuvre pour accompagner les dirigeants afin, disaient-ils, que la transition finisse à temps. De ce fait, des espoirs ont été fondés sur l'organisation d'élections libres et transparentes qui devraient sanctionner la fin de la période transitoire.

Mais les leaders politiques qui se sont regroupés au sein du Cadre des partis politiques et regroupement de partis politiques ont vite perdu cette illusion de l'organisation d'élections à court terme. C'est donc sans risque de se tromper la raison de la prise de distance des responsables politiques qui sont restés silencieux comme des carpes malgré les difficultés diplomatiques que le pays connaît aujourd'hui.

C'est un secret de polichinelle pour tous les Maliens que les relations entre le Mali et la France doublées de celle de la Côte d'Ivoire se portent mal. Pour la République de Côte d'Ivoire, c'est à cause de l'arrestation des 49 soldats ivoiriens par les autorités de Bamako. Le Mali parle de mercenaires ivoiriens venus déstabiliser ses institutions tandis qu'Abidjan conteste cette thèse en soutenant mordicus que ces militaires sont arrivés au Mali dans le cadre de la Mission des Nations unies pour la stabilisation du Mali (Minusma).

Depuis le déclenchement de cette situation entre les deux pays, les Maliens observent une classe politique muette. C'est dire que ce qui importe pour les hommes politiques maliens, c'est la question des élections. Si les dates des différents scrutins sont publiées, le reste de la vie de la nation n'a, à leurs yeux, aucune importance. Or les élections, c'est la conquête du pouvoir et le pouvoir, c'est la gestion des hommes et des biens de l'Etat. Les hommes politiques pêchent en adoptant un tel comportement de découragement face aux problèmes



du pays.

Sur les 271 partis politiques, les Maliens ont connaissance seulement de la réaction de 3 partis politiques, même si c'est empreint de retard. Il s'agit de la Convergence pour le développement du Mali (Codem) de Housseini Amion Guindo, le Mouvement patriotique pour le Renouveau (MPR) de Choguel Kokalla Maïga et l'Alliance pour la démocratie au Mali-Parti africain pour solidarité et la justice (Adéma-Pasj) de Marimantia Diarra.

Concernant la plainte du Mali contre la France au Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations unies (ONU), la Codem dit l'apprendre par voie de presse. Les responsables du parti de la quenouille suggèrent l'implication dans cette démarche des forces vives à travers des canaux appropriés et croient fermement que la défense de la sécurité mérite l'implication de tous. Mais, il faut noter que ces responsables de la Codem, pour l'accompagnement des autorités en place, attendent d'être forts des éléments mis à leur disposition. Donc aucune décision claire n'est prise par Poulo et ses hommes.

Dans une déclaration, les abeilles font savoir que malgré la montée en puissance de l'armée

maliennne, la situation sécuritaire du Mali reste préoccupante. Elles restent toujours solidaires aux autorités du Mali. Avant ceux-ci, les responsables du Mouvement patriotique pour le Renouveau (MPR) ont ouvert le bal en soutenant fermement le gouvernement du Mali dans sa démarche et invitant toutes les forces vives de la nation, la présidence chinoise au Conseil de sécurité, les pays frères et amis du Mali à conjuguer leurs efforts pour que le Conseil de sécurité exige de la France le respect de la souveraineté du Mali et la cessation de son appui logistique aux groupes terroristes.

A part ces trois formations politiques, aucun autre des 271 partis qui composent le lander-nau politique malien n'a pipé mot sur la situation politique et social du pays. Aucun doigt ne s'est levé pour dénoncer quoi que ce soit. Le silence coupable et assourdissant des hommes politiques, c'est ce qui ressort comme les mauvais points des derniers développements de l'actualité socio-politique et diplomatique du Mali.

Bazoumana KANE
Source : L'Alerte

Refondation de l'état : Ce que le cadre stratégique envisage sur la prochaine décennie

Le ministre de la Refondation de l'État, chargé des Relations avec les Institutions, Ibrahim Ikassa Maïga, a remis, jeudi dernier, le document du Cadre stratégique de la refondation de l'État assorti de ses Plans d'actions (Csre 2022-2031), en versions physique et numérique, au Premier ministre par intérim, le Colonel Abdoulaye Maïga.

Le ministre Ibrahim Ikassa Maïga a présenté cette cérémonie de remise comme étant le point de départ officiel des activités du dispositif institutionnel fixé par le décret n°2022-0516/PM-RM du 01 septembre 2022. Ainsi, il a décliné le contenu du programme des activités de vulgarisation se déclinant en une série de rencontres de présentation et d'appropriation du Cadre stratégique de la refondation de l'État avec les représentants de la haute administration, des institutions et autorités administratives indépendantes, de la classe politique, des organisations de la société civile, des syndicats, du Patronat, dans les universités et avec les forces vives de la Nation dans les régions et collectivités.

Pour le ministre Ibrahim Ikassa Maïga, ces activités constituent un paramètre important en termes de redevabilité au peuple malien au sortir des Assises nationales de la refondation (ANR), d'information et d'appropriation des acteurs institutionnels et socio-politiques, de la mise en route et de la mise en œuvre efficiente du Csre, durant la période de Transition en cours.

A travers ce cadre institutionnel, le Csre ambitionne, sur une période décennale (CSRE 2022- 2031), de mettre en cohérence les différents programmes sectoriels avec les idées novatrices des ANR, à travers un Plan d'actions de la Refondation de l'Etat (PARE 2022-2026) sur cinq (5) ans et un Plan d'actions prioritaires du Gouvernement de Transition (Papgt-2022-2024) sur vingt-quatre (24) mois, prolongé par un Plan d'actions prioritaires complémentaires. De ce fait, dans le court terme de la période de Transition fixée pour jeter, de façon irréversible, les bases de la Refondation de l'Etat, deux cent dix (210) actions tirées du Plan d'actions (Pare 2022-2026) du Cadre stra-

tégique de la refondation de l'Etat (Csre 2022-2031) seront progressivement mises en œuvre, dont cinquante-cinq (55) actions prioritaires sur une période de vingt-quatre (24) mois d'une part, et d'autre part cent cinquante-cinq (155) actions complémentaires se poursuivant au-delà de la période de Transition. Elles sont identifiées autour de trois piliers : la Refondation de la gouvernance politique et institutionnelle (1), la Refondation de la gouvernance sécuritaire et socio-économique (2) et la Refondation de la citoyenneté (3). Les ressources intérieures financeront en grande partie les

dépenses liées à la refondation et une partie des dépenses d'investissement. Le reste des investissements sera pris en compte dans le cadre de la mobilisation des ressources extérieures conformément au cadre législatif en cours. Le tout dans une approche coordonnée, efficace et efficiente de financement et de gestion des ressources publiques.

Ce que prévoit le Csre 2022-2031

Selon le ministre de la Refondation de l'État, chargé des relations avec les Institutions, le Csre 2022-2031, à travers sa vision et ses orientations, propose de gouverner autrement avec le souci constant de la rigueur, de la transparence, de l'efficacité et de l'efficience. « Aussi, pour rompre avec le cycle des foras sans mise en œuvre des conclusions et conformément aux engagements des autorités de la Transition de respecter la volonté exprimée du peuple malien à l'issue des ANR, le Comité indépendant de suivi-évaluation de la mise en œuvre des recommandations des assises nationales de la Refondation (Cinsere-ANR), institué auprès du Président de la





Transition, veillera-t-il sur la mise en œuvre cohérente des recommandations des ANR et s'assurera de la traçabilité, de la redevabilité et du suivi-évaluation des Plans d'actions du Csre », a déclaré le ministre Ibrahim Ikassa Maïga dans son avant-propos. A l'en croire, l'encadrement légal du mécanisme d'adoption et de mise en œuvre du Csre 2022-2031 est consacré à travers son adoption en Conseil des ministres le 1er juin 2022, ainsi que son approbation suivant décret n°2022-0453/PT-RM du 10 août 2022, ainsi qu'auparavant la création du Comité indépendant de suivi-évaluation de la mise en œuvre des recommandations des Assises nationales de la refondation (Cinsere-ANR) par décret n°2022-0242/PT-RM du 20 avril 2022 et la désignation de ses membres par décret n°2022-0393/PT-RM du 29 juin 2022.

Le ministre Ibrahim Ikassa a par ailleurs déclaré : « Nous pouvons envisager l'avenir avec optimisme à travers le présent Cadre stratégique de la Refondation de l'État qui traduit le profond désir de changement de paradigme pour une gouvernance vertueuse de notre État et l'aspiration du peuple malien à un Mali nouveau fondé sur les valeurs cardinales de paix, de justice, de solidarité, de vivre-ensemble et d'honneur ».

Selon la cellule de communication du ministère de la Refondation, en recevant le docu-

ment du Csre 2022-2031, le Premier ministre par intérim, colonel Abdoulaye Maïga, s'est réjoui, au nom des hautes autorités de la Transition, de la traduction en actions des recommandations issues des ANR traduisant la vision du Peuple malien qui a réaffirmé sa volonté de Refondation de l'État, avec patriotisme, courage et résilience.

Le colonel Abdoulaye Maïga a, par la suite, salué la volonté d'associer tous les acteurs à une saine appropriation par la haute administration, tous les agents publics, ainsi que

toutes les forces vives maliennes impliquées dans les mécanismes de mise en œuvre des actions prioritaires du Cadre stratégique de la Refondation de l'État, pour leur mise en œuvre efficiente et efficace, actions du Csre dont l'essentiel concerne et interpelle d'abord, nous les Maliens vers un changement de vision, de comportement et de comportement dans la gouvernance de notre Nation.

B. Guindo
Source : LE PAYS



10ème édition du Jazzy Koum Ben Festival : Sous le signe de la paix et de la réconciliation !

Lans le cadre de la 10ème édition du Jazzy Koum Ben Festival, un concert a été organisé le lundi 19 septembre 2022, par l'association Nyon Kon Koum Ben, au terrain de basket de Bamako-Coura. Le thème retenu pour cette édition est : Rôle et responsabilité de la jeunesse dans le rétablissement de la paix et de la cohésion sociale. C'était en présence de plusieurs adeptes de la musique Jazz.

Il faut rappeler que le jazz est un des meilleurs remèdes contre la douleur silencieuse, puisque le jazz est le meilleur moyen d'expression de la douleur que nous ressentons quand l'actualité nous agresse en comptant les morts. C'est fort de ce constat que l'association "Nyon Kon Koum Ben" dans le cadre de sa 10ème édition avec le soutien de ses partenaires le Fonds d'Appui aux Moteurs du Changement (FAMOC) de l'ambassade Royale du Danemark, la Fondation Orange, l'Unesco, a initié plusieurs activités dont jazz à l'école en prélude à la semaine professionnelle du Jazzy Koum Ben Festival qui aura lieu du 19 au 24 septembre 2022.

Jazz à l'école est une activité initialement conçue pour donner des séances d'initiation (au jazz et à la musique) en milieu scolaire

(écoles et lycées) principalement, afin de donner à un jeune public le désir de la découverte et les pousser à la connaissance du jazz. Des musiciens viennent présenter des instruments, expliquer leur passion et leur travail, interpréter quelques thèmes et échanger avec les jeunes.

Le Jazz est une musique de paix et de réconciliation. Le jazz c'est la rencontre des humains, des esprits et le vivre ensemble. Au cours de cette édition, les thématiques qui seront abordées sont : Problématique de la paix et de la cohésion, rôle et responsabilité de la jeunesse dans le rétablissement de la paix et de la cohésion sociale. Le Jazzy Koum Ben Festival est fondé sur les valeurs du Jazz promu par l'UNESCO que sont : faire tomber les barrières entre les sociétés humaines, créer des opportunités pour la compréhension mutuelle et la tolérance entre les peuples, être un vecteur de la liberté d'expression, construire un symbole d'unité et de paix, réduire les tensions entre les individus et les groupes et les communautés, favoriser l'égalité de genre, renforcer le rôle que les jeunes jouent pour le changement social, encourager l'innovation artistique, l'improvisation, les nouvelles formes d'expression et l'inclusion des

formes traditionnelles de musique dans les nouvelles.

Pour la présidente de l'association Nyon Kon Koum Ben, Mme Touré Zoé Dembélé, le Jazzy Koum Ben Festival (JKBF) est un festival de musiques qui fait de la diffusion et de la formation. Il est initié par l'Association Nyon Kon Koum Ben. La diffusion consiste en l'organisation de concerts d'artistes de jazz et de musiques approchantes. Le Jazzy Koum Ben Festival privilégie les moments forts de rencontres et de partages d'expériences entre musiciens et interprètes de divers horizons. « **La formation concerne des étudiants en écoles de musique (Institut National des Arts et le Conservatoire des Arts et Métiers Multimédia) mais aussi de jeunes artistes émergents et autodidactes. Elle se déroule sous forme de master classes dispensées par des musiciens reconnus. Durant le festival, les bénéficiaires font la restitution de leur travail en première partie d'au moins un concert majeur. Ainsi, à la suite de 3 sessions d'ateliers de renforcement de capacités musicales depuis le mois de juin 2022, d'une vingtaine de jeunes musiciens en Jazz et musiques approchantes, sera restitué en première partie du concert de Bassékou Kouyaté et Baba Salah** », a laissé entendre Mme Touré Zoé Dembélé, présidente de l'association Nyon Kon Koum Ben.

■ Ibrahim Sanogo



Minusma : L'Adjudant-chef de police Jeanne d'Arc KOHOU ou l'aiguille de la solidarité

L'Adjudant-chef de police Jeanne d'Arc KOHOU, du Burkina Faso, est une habituée des opérations de paix des Nations unies. Sa première mission était en Haïti, de 2011 à 2013, où elle était chargée des questions liées au genre dans un commissariat de Port-au-Prince, la capitale. Son dynamisme dans la prise en charge des victimes de violences basées sur le genre (VBG) et le suivi des dossiers, lui ont valu d'être rappelée de 2014 à 2016.

Riche de cette expérience, elle rejoint la Mission des Nations unies au Mali (MINUSMA) en 2019 où elle est nommée aux mêmes fonctions dans la ville de Gao, dans le Nord du pays. Dans ses nouvelles attributions, elle était chargée d'accompagner les Forces de défense et de sécurité maliennes dans la prise en charge et le suivi des cas de VBG. Cela incluait aussi de leur dispenser des formations dans la gestion de ces cas, ainsi que la protection des civils. En appui aux efforts des Forces de défense et de sécurité ma-

liennes, l'Adjudant-chef KOHOU a participé à l'élaboration de mesures de protection spécifiques en faveur des plus vulnérables ainsi que les femmes, les enfants et les personnes âgées.

Quelques mois après son arrivée à Gao, la pandémie de Covid-19 frappait de plein fouet le Mali. Pendant le confinement, en dehors de ses heures de travail, l'Adjudant-chef KOHOU a été touchée par la détresse et la solitude de ses collègues. Avec la fermeture planétaire des frontières, certains d'entre eux voyaient

les possibilités de rejoindre les leurs réduites à néant. Elle décide alors de faire du porte-à-porte pour proposer à celles et ceux qui le souhaitent, d'apprendre à tisser des sacs réutilisables. « Je ne voulais plus jeter des sacs en plastique à chaque fois que je faisais des courses » explique cette Casque bleu à la générosité sans pareille. Pari réussi pour l'Adjudant-chef KOHOU car, en peu de temps, le camp de Gao a été gagné par la fièvre du tissage, un moyen de cultiver la résilience des Casques bleus pendant une période éprouvante marquée par la pandémie de Covid-19. D'abord individuellement pour respecter les mesures barrières puis en petits groupes, civils et personnel en uniforme tissaient des sacs. « Mon idée était de renforcer la solidarité et l'amitié entre les collègues qui étaient loin de chez eux et de leurs proches pendant cette période si difficile. Il y avait cependant une règle essentielle à respecter : les sacs tissés ne devaient en aucun cas être vendus. Ils devaient être pour soi-même ou offerts entre collègues et aux membres des familles » rappelle-t-elle. Pédagogue, elle voulait « non seulement créer les liens d'affection mais aussi privilégier l'apprentissage » dira-t-elle.





Cette pratique a vite gagné la ville de Gao, en dehors du camp, par l'intermédiaire d'un collègue malien qui a suggéré à son épouse de bénéficier du talent et de la générosité de l'Adjudant-chef KOHOU. C'est ainsi que la toile tissée a commencé à s'agrandir avec la formation d'une dizaine de femmes du quartier Château. « J'ai pris 24 jours de congés pour effectuer cette formation à mes frais. Aujourd'hui, trois femmes ainsi que leurs familles vivent des bénéfices tirés de cette activité. Je suis toujours en contact avec elles et je me réjouis toujours autant de l'évolution de leur commerce. Lorsqu'elles ont des difficultés à réaliser un modèle ou en cas d'oubli, je prépare un tutoriel en vidéo que je leur envoie ».

L'initiative si discrète à ses débuts a gagné les membres d'associations féminines des villes d'Ansongo et de Ménaka grâce au bouche-à-oreille. Afin de mieux la structurer, le bureau régional de la Police des Nations unies a financé deux projets d'apprentissage du tissage dans ces deux localités. Le réseau tissé par l'Adjudant-chef KOHOU ayant pris de l'ampleur, ce sont des collègues qu'elle avait auparavant formé qui formeront à leur tour 50 femmes à Ménaka et autant à Ansongo.

En fin de mission, au moment de quitter le Mali, l'Adjudant-chef KOHOU avait formé des

femmes et hommes du Sénégal, de la Guinée, de Sierra Leone, du Ghana, du Nigéria, de Côte d'Ivoire, du Tchad, du Niger et du Canada, de l'Allemagne et de Madagascar. Pari gagné, elle coud une toile faite de générosité qui continue de grandir grâce à volonté de transmettre un savoir des uns et des autres.

Une passion thérapeutique

Aujourd'hui, la satisfaction de l'Adjudant-chef de police Jeanne d'Arc KOHOU est effectivement de savoir qu'elle a transmis quelque chose en tant que casque bleu. « Je dis toujours aux femmes que travailler est un épanouissement. Une des collègues formées m'a dit que le tissage est une thérapie pour elle car il permet de ne plus penser aux soucis. Ce qui me donne encore plus de satisfaction est que ces sacs nourrissent beaucoup de personnes, envoient des enfants à l'école et les soignent. Pour aller plus loin, la toile que nous avons tissé à partir du camp de la MINUSMA à Gao a permis à chaque personne formée d'emporter un bout du Mali avec elle à la fin de sa mission. Voir un seul fil en nylon les renverra certainement vers Gao ».

À l'origine, Jeanne d'Arc KOHOU a utilisé son talent caché, l'artisanat, pour prémunir des

femmes contre les violences basées sur le genre en leur offrant les moyens d'avoir une activité génératrice de revenus et gagner leur autonomie. Son expérience l'a guidé dans cette voie. « Victime de VBG, je me suis retrouvée seule à m'occuper de mes trois enfants. Du coup il valait mieux créer une entrée d'argent en plus de mon salaire, afin de pouvoir subvenir à nos besoins » confie-t-elle.

Cette passion pour l'artisanat l'a piquée alors qu'elle était lycéenne. À l'époque elle avait appris à tisser, à tricoter et à fabriquer du savon. Une passion qui l'a sauvée des conséquences néfastes des violences basées sur le genre. À l'occasion de la journée de la paix, Jeanne d'Arc KOHOU adresse un message particulier aux femmes : « Dites à vos Enfants, vos Maris et vos Frères de déposer les armes. Evitons la violence dans nos familles, éduquons nos enfants à la non-violence et à cultiver le pardon ». Au monde entier, elle rappelle que « sans la PAIX il n'y a pas de développement et pour qu'il y ait la PAIX, il faut le pardon et le dialogue. DIALOGUE + PARDON + ACCEPTATION DE L'AUTRE = PAIX ».

Source : Bureau de la Communication Stratégique et de l'information publique de la

Ouganda : Le pays annonce un premier décès causé par Ébola depuis 2019

Les autorités ougandaises et l'OMS ont annoncé mardi avoir détecté une flambée de virus Ebola dans ce pays d'Afrique de l'Est, avec un premier mort enregistré, trois ans après le dernier décès causé par cette maladie mortelle.

Ce décès a été recensé dans le district de Mubende, dans le centre du pays, à environ 150 kilomètres à l'ouest de la capitale Kampala.

"Le cas confirmé est un homme de 24 ans (...) qui a présenté des symptômes de la maladie à virus Ebola (MVE) et a ensuite succombé", a déclaré le ministère ougandais de la Santé sur son compte Twitter officiel.

"Il y a actuellement huit cas suspects qui reçoivent des soins dans un établissement de santé", a ajouté l'OMS Afrique dans un communiqué.

Cette annonce "fait suite à une enquête menée par l'équipe nationale d'intervention rapide sur six décès suspects survenus dans le district (de Mubende) ce mois-ci", a détaillé l'OMS.

Le cas de la personne décédée provient d'une souche "relativement rare" dite soudanaise, qui n'avait plus été signalée en Ouganda depuis 2012, a précisé l'OMS, indiquant déployer "une équipe et du matériel pour aider dans les investigations et la riposte".

L'Ouganda a déjà connu des épidémies d'Ebola, maladie qui a fait des milliers de morts à travers l'Afrique depuis sa découverte en 1976 en République démocratique du Congo voisine.

Les derniers cas recensés dans le pays datent de 2019, avec au moins cinq morts, après que le "virus a été importé de la RDC qui luttait contre une importante épidémie dans sa région du nord-est" selon l'OMS.

Lors d'une précédente épidémie en 2000, 200 personnes avaient trouvé la mort.

Vaccination

Le ministère de la Santé, soulignant son "expérience exceptionnelle dans la gestion des flambées et des épidémies de cette nature", a annoncé dans un communiqué renforcer ses opérations de "surveillance et sensibilisation"



dans le district de Mubende et appelé la population "à rester vigilante et calme".

La ministre Jane Ruth Aceng Oceru a également indiqué à l'AFP que les autorités ont commencé à vacciner des "travailleurs de première ligne" (agents de santé, personnels de sécurité, agents de l'immigration et des douanes) dans les zones frontalières avec la RDC.

Un cas d'Ebola avait été signalé en août dans la province congolaise du Nord-Kivu, frontalière du Rwanda et de l'Ouganda, moins de six semaines après qu'une épidémie dans l'est de la RDC - la 14e de l'histoire du pays - eut été déclarée terminée.

"Nous avons déployé 12.000 doses de vaccin et nous attendons 10.000 doses supplémentaires ce mois-ci pour contrôler une éventuelle propagation d'Ebola dans le pays", a annoncé Mme Aceng.

Entre 41% et 100% de mortalité

Apparue en 1976 en RDC, la maladie à virus Ebola est souvent mortelle, mais des vaccins et traitements existent désormais contre cette fièvre hémorragique, qui se transmet à l'homme par des animaux infectés.

La transmission humaine se fait par les liquides corporels, avec pour principaux symptômes des fièvres, vomissements, saignements et diarrhées. Les personnes infectées ne deviennent contagieuses qu'après l'apparition des symptômes, après une période d'incubation allant de 2 à 21 jours.

La maladie présente six souches différentes, dont trois (Bundibugyo, Soudan, Zaïre) ont déjà provoqué de grandes épidémies.

"Les taux de mortalité de la souche soudanaise ont varié de 41% à 100% lors de flambées passées", a expliqué l'OMS.

Si les campagnes de vaccination ont été efficaces pour contrôler la propagation d'Ebola lors de récentes épidémies en RDC, "ce vaccin n'a été approuvé que pour protéger contre la souche Zaïre", souligne l'OMS.

"Un autre vaccin produit par Johnson et Johnson pourrait être efficace mais n'a pas encore été spécifiquement testé contre la souche soudanaise", précise l'organisation.

La flambée la plus meurtrière sur le continent a eu lieu entre 2013 et 2016 en Afrique de l'Ouest et a fait plus de 11.300 morts.

AFP

Éreintés par la faim : Les enfants somaliens n'ont plus la force de pleurer



Allongé sur son lit d'hôpital à Mogadiscio, Sadak Ibrahim a les yeux dans le vague. Des mouches se promènent sur son visage, mais il peine à les chasser avec son bras famélique. Le garçonnet est tellement faible qu'il a même du mal à pleurer. À bout de forces, en manque de nourriture, ses pleurs, de plus en plus rares, ne sont qu'un gémissement ténu.

"C'est le seul enfant que j'ai et il est très malade", confie sa mère Fadumo Daoud, en contemplant les jambes squelettiques de son fils et la perfusion alimentaire scotchée à son nez.

Pour le sauver, elle a voyagé trois jours depuis la région de Baidoa, dans le sud-ouest de la Somalie, pays le plus durement frappé par la sécheresse historique qui affame la Corne de l'Afrique.

À l'hôpital De Martino de Mogadiscio, Fadumo Daoud veille son fils jour et nuit et prie pour qu'il ne s'ajoute pas aux centaines d'enfants morts ces derniers mois des suites de malnutrition.

Selon l'Unicef, 730 enfants sont morts dans des centres de nutrition entre janvier et juillet. Plus d'un demi-million, âgés de six mois à cinq ans, souffrent de malnutrition sévère. Après quatre saisons de pluies défaillantes depuis fin 2020 et avec une cinquième s'annonçant similaire à partir d'octobre, la Somalie

s'enfonce inexorablement dans la famine.

À travers le pays, 7,8 millions de personnes, soit près de la moitié de la population, sont affectées par la sécheresse, dont 213.000 sont en grand danger de famine, selon l'ONU.

Sans une action urgente, l'état de famine sera déclaré dans les régions méridionales de Baidoa et Burhakaba entre octobre et décembre, a alerté début septembre le chef du Bureau de coordination des affaires humanitaires de l'ONU (Ocha) Martin Griffiths.

Selon lui, la situation est pire que lors de la dernière famine de 2011 qui avait fait 260.000 morts, dont plus de la moitié d'enfants de moins de cinq ans.

Exode

Face aux dangers posés par l'insurrection des islamistes radicaux shebab qui secoue le pays depuis 15 ans, un million de Somaliens ont quitté leurs villages pour les grandes villes, notamment la capitale Mogadiscio, où ils se regroupent dans des campements informels. Mère de dix enfants, Nuunay Adan Durow a parcouru 300 kilomètres depuis la région de Baidoa pour chercher une aide médicale pour son fils de trois ans Hassan Mohamed, dont les membres avaient gonflé en raison d'une grave malnutrition.

"Depuis trois ans, nous n'avons rien récolté à

cause du manque de pluie", explique-t-elle. "Nous avons été confrontés à une situation terrible (...) Pour avoir un jerrican d'eau, il faut marcher deux heures", poursuit cette mère de 35 ans, berçant son fils en attendant des soins dans un centre médical de l'ONG International Rescue Committee (IRC) dans la périphérie de Mogadiscio.

Dans les sept centres de santé et de nutrition que gère l'ONG dans et autour de la capitale, "le nombre de nouveaux arrivants a considérablement augmenté depuis juin", explique Faisa Ali, responsable de la nutrition chez IRC. Parmi eux, le nombre d'enfants en état de malnutrition a triplé, passant d'un maximum de 13 par jour en mai à 40 en septembre.

5,8 kg à deux ans

La sécheresse a même frappé les régions traditionnellement fertiles, comme le Bas-Shabelle, limitrophe de Mogadiscio. Autrefois refuge pour les communautés frappées par les sécheresses, elle est aujourd'hui désertée par ses habitants.

"On avait l'habitude de cultiver et de récolter des légumes pour nourrir nos enfants avant que la sécheresse ne nous affecte", raconte Fadumo Ibrahim Hassan, veuve et mère de six enfants, une semaine après son arrivée dans la capitale. Maintenant, "on vit de tout ce que Dieu nous donne".

Cette femme de 35 ans a amené sa fille Yusro, deux ans, à l'hôpital De Martino sur les conseils des médecins de l'IRC qui jugeaient son état trop grave.

La fillette pèse à peine 5,8 kilogrammes, soit la moitié du poids d'un enfant en bonne santé de son âge.

De tels cas sont de plus en plus fréquents, s'inquiète la médecin Fahmo Ali.

"Ceux que nous recevons ici sont les pires cas, avec des complications", explique-t-elle : "Et parfois, certains que nous avons soignés reviennent à l'hôpital, après être de nouveau tombés malades".

AFP

Neymar, Messi... Les 5 attaquants de légende qui disputeront probablement leur dernière coupe du monde de la FIFA

La Coupe du monde de la FIFA 2022 arrive à grands pas et nous n'en sommes plus qu'à deux mois. La Coupe du monde est l'événement phare du beau jeu et la plupart des grandes stars y participeront.



La Coupe du monde de la FIFA 2022 sera probablement la dernière pour certains des meilleurs footballeurs d'une génération. De nombreuses légendes de l'ère moderne sont aujourd'hui au crépuscule de leur carrière et il est peu probable qu'elles soient encore là lors de l'édition 2026.

Sans plus tarder, jetons un coup d'œil à cinq attaquants légendaires qui joueront très probablement leur dernière Coupe du Monde de la FIFA cette année.

#N°5 Thomas Müller (Allemagne)

Thomas Müller a été un héros de la Coupe du monde pour l'Allemagne au fil des ans. Il a marqué 10 buts et délivré six passes décisives en 16 participations à la Coupe du monde pour Die Mannschaft. En 116 apparitions toutes compétitions confondues avec son équipe nationale, Müller a marqué 44 buts et délivré 40 passes décisives.

Autant dire qu'il a été un élément indispensa-

ble de l'équipe nationale allemande au cours de la dernière décennie et plus encore. Müller sera un rouage essentiel de l'équipe de Hansi Flick, qui cherchera à se racheter après son élimination précoce de la Coupe du monde de la FIFA 2018.

L'attaquant du Bayern Munich a maintenant 33 ans et ne sera probablement pas là pour la Coupe du monde 2026.

#4 Robert Lewandowski (Pologne)

Robert Lewandowski est sans doute le meilleur attaquant du moment. Il a remporté le Soulier d'or européen au cours des deux dernières saisons et est actuellement en pleine ascension dans son nouveau club, le FC Barcelone. Lewandowski a joué un rôle crucial dans la qualification de la Pologne pour la Coupe du monde.

Son palmarès avec l'équipe nationale est assez impressionnant. Le joueur de 34 ans a inscrit 76 buts et délivré 28 passes décisives en 132

apparitions toutes compétitions confondues pour la Pologne au cours de sa carrière internationale.

Lewandowski aura 38 ans lors de l'édition 2026 de la Coupe du monde et nous craignons qu'il n'ait déjà raccroché les crampons.

#3 Neymar Jr. (Brésil)

Neymar Jr. est l'un des meilleurs attaquants de l'ère moderne. Il est un plaisir à regarder sur le terrain de football grâce à ses compétences soyeuses et sa vision irréaliste. Neymar a été extrêmement efficace pour le Brésil sur le plan international.

Bien qu'il ne soit pas aussi âgé que les autres joueurs de cette liste, Neymar ne sera probablement pas là pour la Coupe du Monde de la FIFA 2026, de son propre aveu. Il a admis dans le documentaire exclusif de DAZN, « Neymar & The Line Of Kings », que la Coupe du Monde de la FIFA 2022 pourrait être sa dernière. Il a déclaré (via Business Standard) :



« Le nouveau documentaire exclusif de DAZN, Neymar & The Line Of Kings. « Je la vois comme ma dernière parce que je ne sais pas si j'ai la force d'esprit de continuer à m'occuper du football. Alors je vais tout faire pour bien figurer, tout faire pour gagner avec mon pays, pour réaliser mon plus grand rêve depuis que je suis petit. Et j'espère que je pourrai le faire». En 119 apparitions avec la sélection brésilienne, Neymar a inscrit 74 buts et délivré 53 passes décisives. Cela représente plus d'un

but + une passe décisive par match.

#2 Cristiano Ronaldo (Portugal)

Cristiano Ronaldo est l'un des plus grands footballeurs de tous les temps. Il est certainement le plus grand buteur que le football ait jamais connu. Ronaldo est le meilleur buteur du football international masculin avec 117 buts en 189 apparitions pour l'équipe nationale du Portugal.

Le joueur de 37 ans semble être dans le der-

nier chapitre de sa carrière et il aura 41 ans au moment de l'édition 2026 de la Coupe du monde. La machine absolue qu'il est, nous ne serons pas choqués s'il parvient encore à être là, mais cela semble assez peu probable.

Selon toute probabilité, cette Coupe du monde pourrait être la dernière pour le quintuple Ballon d'Or.

#1 Lionel Messi (Argentine)

La Coupe du monde de la FIFA 2022 est une affaire à suivre pour Lionel Messi, sans doute le plus grand footballeur de tous les temps. Le septuple Ballon d'Or a perdu un mètre de vitesse ces dernières années. Bien que ses qualités de meneur de jeu et son contrôle de proximité soient tous de classe mondiale, il s'agit probablement de sa dernière chance de remporter la Coupe du monde.

Messi a eu une carrière extrêmement illustre et s'il pouvait gagner la Coupe du monde, il achèverait le football. En 162 apparitions toutes compétitions confondues avec l'Albiceleste, Messi a marqué 86 buts et délivré 51 passes décisives.

Il est probable qu'il donnera tout ce qu'il a dans le ventre cette fois-ci et l'Argentine aura de grandes chances après son parcours triomphal à la Copa America 2021.

Source : Afrique Sports





♈ Bélier (21 mars - 19 avril)

Vous examinerez attentivement les divers pions à placer sur l'échiquier de votre secteur professionnel pour mieux comprendre quelle sera votre position au sein de cette activité. Les quelques éléments que vous aurez en main seront source de réflexion.

Quoi qu'il se passe, vous ne changerez pas d'un iota votre manière de gérer votre argent. Vous serez satisfait des économies que vous aurez réalisées, et même si le montant n'est pas important, il vous encouragera à poursuivre vos efforts pécuniaires.



♉ Taureau (20 avril - 19 mai)

En cette veille de week-end, vous aimeriez bien être calife à la place du calife ! Rien que cela... C'est pourquoi vous allez exposer vos revendications à votre directeur. Dans son bureau, vous allez défendre âprement vos intérêts. Vous serez écouté.

Côté finances, vous naviguerez davantage du côté des eaux du bling-bling que de celles de la prudence... Généreux à l'égard de votre famille et de vos fidèles amis, vous soignerez aussi votre image de marque, quel qu'en soit le prix ! Par-àître avant tout...



♊ Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Une réunion peut être importante. Un de vos chefs peut vous donner la parole. Osez donner vos opinions. Votre activité peut prendre une tournure créative. La journée est ponctuée aussi par des moments conviviaux ! Un de vos collègues devient un ami !

Tant que votre activité vous plaît, la stabilité est là ! En ce moment, il est presque impossible d'économiser. Vous désirez changer la garde-robe. Renouveler vos vêtements peut vous coûter cher ! Votre salaire fond, mais il n'y a aucun risque d'instabilité.



♋ Cancer (21 juin - 21 juillet)

Une baisse de régime intellectuel pénalise votre travail. Les mauvais aspects impactant Mars amènent un ralentissement et un manque de concentration certain, favorisant de l'agitation dans votre tête ! N'en faites pas trop, au risque de vous démoraliser.

Votre nature généreuse vous pousse aujourd'hui à bien des excès, attention à ne pas prendre de risques inutiles ! Jupiter peut apporter une certaine ampleur à vos actes, ne vous laissez pas surprendre par des dépenses inconsidérées, contrôlez-vous !



♌ Lion (22 juillet - 23 août)

Pas de vacances avec Jupiter et Pluton dans votre maison VI, qui vous feront bosser dur. Pour améliorer vos performances, évoluer dans vos fonctions ou préparer une autre stratégie, ce tandem vous soutiendra à 100 % pour passer à la vitesse supérieure.

Neptune dans votre secteur argent pourrait bien vous rendre imprudent. En proie à une frénésie d'achat, vous aurez du mal à contrôler vos dépenses, au point d'aller puiser dans vos économies. Vous reprendrez vos esprits avec Mercure en Taureau, ouf !



♍ Vierge (23 août - 23 septembre)

Si vous venez de changer d'emploi, l'adaptation sera à la fois plus longue et plus compliquée que prévu... Ami Vierge, prenez garde ! Votre période d'essai pourra être reconduite. Plus que jamais, vous serez sur la corde raide. Montrez-vous efficace !

Aujourd'hui, votre nature insouciance vous empêchera de tirer des leçons de vos écueils, de vos propres erreurs comme celles des autres. La planète Mars vous fera trop vivre dans le présent. Pas de notion du lendemain et encore moins du futur !



♎ Balance (23 septembre - 22 octobre)

Dans votre travail, vous êtes exigeant ! Rien ne passe au travers de vos filets ! Vous dirigez plusieurs personnes. Sans avoir la fonction, votre autorité naturelle fait son effet ! Des activités harassantes vous sont données. Vous les faites vite et bien.

Les astres en Capricorne vous incitent à économiser ! Vous devez être attentif à vos frais. Des dettes anciennes freinent tout achat. Le temps de tout rentrer dans l'ordre, patientez ! Un peu de concessions vous tenaillent. De la frustration semble inévitable.



♏ Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Tout est réuni pour que votre travail allie satisfaction et rayonnement ! Vous êtes sociable, communicatif, votre esprit fonctionne à cent à l'heure, et vous êtes en plus doté d'une efficacité redoutable ! Vous faites l'admiration de tous, félicitations !

Jupiter fait des siennes et vous pousse à toutes sortes d'excès inimaginables ! Modérez les pulsions dans ce domaine, rien de bon ne peut en sortir, si ce n'est d'être dans le rouge à la banque, ou de recevoir un appel désagréable de votre conseiller !



♐ Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Vous prendrez un virage. Soit, vous l'aborderez sur le terrain, soit il s'amorcera dans votre esprit sous la forme d'une idée à creuser et à appliquer. Vous apparaîtrez dans les starting-blocks, prêt à disputer la course avec un esprit de compétition.

Vous pourrez compter sur des rentrées d'argent régulières, voire même un bonus auquel vous ne vous attendez pas forcément, à moins que ce ne soit son montant qui dépassera vos espérances. Vous réglerez ainsi une facture en attente au fond d'un tiroir.



♑ Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Par simple coïncidence, ou plutôt par chance, Neptune va opérer dans votre secteur. Son aide sera précieuse dans votre travail, notamment pour maintenir un dialogue positif. Ami Capricorne, cela vous aidera à filer encore plus vite sur vos objectifs...

Concernant vos dépenses, en cette veille de week-end et pour plusieurs jours, vous allez instaurer une règle. Elle sera plutôt simple, à défaut de s'inscrire dans une logique comptable : ne pas tergiverser pour les achats inférieurs à cent euros !



♒ Verseau (20 janvier - 19 février)

Vil faut faire des concessions. Vous n'avez pas le vent en poupe. On vous écoute peu. Il y a de la dispersion et des rivalités. Cette ambiance vous épuise. Vous donnez beaucoup et avez peu de considération ! La journée vous laisse sur les rotules.

Des petits déplacements peuvent alourdir le budget. Des frais d'essence ou des taxes sur votre voiture créent des dépenses supplémentaires. La stabilité continue, malgré ces sorties d'argent. Vous sentez que vous êtes dans la stabilité financière.



♓ Poisson (19 février - 21 mars)

Vous paraissez contrarié pour des petits riens, et votre côté susceptible refait surface. Le carré Lune/Mars dans le domaine professionnel peut amener un peu d'agressivité, sans que vous vous en aperceviez. Freinez cette énergie débordante.

Les projets de vacances coûtent cher, et vous pourriez en faire les frais aujourd'hui, dans tous les sens du terme ! Modérez un peu le budget, ne voyez pas trop les choses en grand, freinez les dépenses ! Votre compte bancaire ne s'en portera que mieux !



L'information est l'oxygène des temps modernes

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS

Communiqué du Conseil des Ministres du mercredi 1er juin 2022 en n°2022-24/sgg

1110 Malikilé

Crise au sein du RPM
Dr Bocari Treta sommé d'organiser un nouveau congrès

Situation financière du Mali : Non le pays n'est pas en "défaut de paiements"

1111 Malikilé

Prochain sommet de la CEDEAO sur le Mali
Revoilà le Cadre d'Echanges

Plus de 1000 personnes ont participé au Sommet de la CEDEAO sur le Mali

1112 Malikilé

Le Sommet de la CEDEAO tergiverse, le Mali s'assume !

Le Mali a-t-il dépassé ses capacités de production de céréales ? Les capacités de 50 membres du CMT renforcées

1113 Malikilé

La polémique entre le Mali et la CEDEAO

Journées de Réflexions et de Soutien à la Transition : La jeunesse invitée à jouer sa partition

1114 Malikilé

Dr Choguel Kokalla Maïga fait le bilan de l'an I de la rectification

Conférence des chefs d'entreprises maliennes : Les professionnels du secteur invités à s'approprier l'événement

1115 Malikilé

Barikou Faso CEDEAO : **Issoufou Mahamadou, son médiateur contesté !**

Adema - PASJ : Enfin le bitan de 10 ans de pouvoir

1116 Malikilé

Le top départ !

Mali : La hausse des prix des denrées alimentaires

1117 Malikilé

Le nîet du Mali à la force française Barkhane

Pour tous renseignements, abonnements, reportages, publicités, annonces ... n'hésitez pas, contactez nous au :

70 44 22 23